



QUESTIONNAIRE DE PROFILAGE URBAIN

Collecte de données sur les zones pertinentes pour l'amélioration et la prévention des bidonvilles

QUOI ?

Le questionnaire de profilage urbain est l'outil principal de collecte de données au début du processus d'amélioration participative des bidonvilles. Les données qu'il contient alimentent la narration des différentes sections des profils urbains, tant au niveau de la ville qu'au niveau national. Les informations requises par ce questionnaire seront soigneusement et précisément collectées par le partenaire de mise en œuvre, soutenu par l'équipe pays. Certaines questions nécessiteront la fourniture d'un chiffre, tandis que d'autres devront être élaborées en mots. Il est nécessaire d'adapter les questions et les indicateurs au contexte national et aux informations disponibles. Il est conseillé de coordonner la collecte des informations de chaque chapitre avec la production des cartes thématiques correspondantes, car cette analyse combinée enrichira la rédaction des chapitres du profil.

Les chapitres couverts par le questionnaire sont les suivants :

1. Démographie urbaine
2. Gouvernance urbaine
3. Urbanisme et design
4. Économie urbaine
5. Droits fonciers et droits de propriété
6. Services urbains de base
7. Logement
8. Installations sociales
9. Changement climatique et réduction des risques
10. Criminalité et sécurité
11. Culture et patrimoine
12. Bidonvilles et conditions de vie dans les bidonvilles

1. Démographie urbaine

Définition La population urbaine, principal élément de la démographie urbaine, désigne les personnes vivant dans les zones urbaines telles que définies par l'office national des statistiques.

Justification L'urbanisation, c'est-à-dire la transition démographique du milieu rural au milieu urbain, est associée au passage d'une économie basée sur l'agriculture à une industrie de masse, à la technologie et aux services. Pour la première fois, et de manière irréversible, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes, et ce pourcentage continue de croître. Plus de 90 % de la croissance urbaine a lieu dans les pays en développement, ce qui représente environ 70 millions de nouveaux habitants par an. Selon les estimations d'ONU-Habitat pour 2012/2013, le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles s'élève à 863 millions, contre 760 millions en 2000 et 650 millions en 1990, en raison du rythme rapide de l'urbanisation.

Principaux indicateurs	Indicateur	Mesures de la performance	*Notes
	<input type="checkbox"/> Croissance de la population urbaine	<input type="checkbox"/> Population urbaine totale <input type="checkbox"/> Pourcentage de la population urbaine par rapport à la population nationale <input type="checkbox"/> Taux de croissance de la population urbaine (national) <input type="checkbox"/> Taux de croissance de la population urbaine (ville) <input type="checkbox"/> Taux de natalité/décès	
	<input type="checkbox"/> Migration	<input type="checkbox"/> Solde migratoire annuel en milliers	(a) d'autres parties de la ville ; (b) d'autres parties du pays, y compris les résidents temporairement absents et qui reviennent ; (c) la migration internationale ; (d) le solde migratoire total
	<input type="checkbox"/> Groupes minoritaires	<input type="checkbox"/> Groupes spéciaux dont la population représente plus de 10 % du total, avec les pourcentages.	

Questions Voici une série de questions de recherche visant à obtenir des données démographiques urbaines pour les profils nationaux/de ville.

Non.		Question	Notes
1.1	<input type="checkbox"/>	À quelle fréquence y a-t-il une enquête ou un recensement pour la démographie urbaine ? Qui mène l'enquête ? Quelle est la fiabilité de ces informations ?	



1.2	<input type="checkbox"/>	Quelle est la population totale de la ville ? Fournissez des informations sur la population pour les deux derniers recensements. Quel est le changement de population ? Qu'est-ce qui a conduit à ce changement de population ? Y a-t-il des politiques nationales ou locales qui ont contribué à ce changement ?	
1.3	<input type="checkbox"/>	Quelle est la superficie du centre urbain ? Quelle est la croissance de la ville en termes de superficie ? Comment cela a-t-il évolué au cours des différents recensements ?	
1.4	<input type="checkbox"/>	Quelle est la densité de population de la ville ? Fournissez un tableau des densités de population dans les différents quartiers de la ville. Montrez les changements de densité au cours des deux derniers recensements. Décrivez la variation des densités de population dans les différentes années ou parties de la ville et les causes de cette variation.	
1.5	<input type="checkbox"/>	Dans des tableaux ou des diagrammes circulaires, désagréger les données sur la population urbaine par rapport au sexe, à l'âge, au revenu, etc. Expliquer les tendances démographiques, comment elles ont évolué depuis 2000 et quelles sont les causes de ce changement.	
1.6	<input type="checkbox"/>	Qui sont les groupes minoritaires de la ville ? Dans un tableau, indiquer les pourcentages de chacun des groupes minoritaires de la ville. Donner une description et indiquer ce qui en fait des groupes minoritaires.	
1.7	<input type="checkbox"/>	Quel est le taux de migration et le type de migration vécu dans la ville, par exemple, rural-urbain, urbain-urbain, etc. Quelle a été la principale cause de la migration vers/hors de la ville ?	
1.8	<input type="checkbox"/>	Quel est le taux de natalité et de mortalité dans la ville ? Comment cela a-t-il changé depuis l'an 2000 ? Quelle a été la cause de ces changements ? Quelle est l'espérance de vie dans la ville ?	
1.9	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les politiques dont dispose le centre urbain pour faire face aux différents changements de la démographie urbaine ? Décrire ces politiques.	

Sources Office national des statistiques, Gouvernement local, Groupes de recherche.

2. Gouvernance urbaine

Définition La gouvernance urbaine concerne la nature, la qualité et la finalité de l'ensemble des relations qui lient les différentes sphères institutionnelles - État local, société civile et secteur privé - dans les zones urbaines. Ces relations couvrent des dimensions formellement structurées/réglementées et des dimensions informelles.

- La nature des relations fait référence à la profondeur des interrelations entre les différentes sphères institutionnelles, c'est-à-dire au niveau d'engagement qui circule entre l'État, la société civile et le secteur privé.
- La qualité des relations dénote des caractéristiques telles que la réciprocité, la confiance et la crédibilité. Ces caractéristiques sont renforcées par des mécanismes dédiés et des opportunités pour faciliter un engagement significatif. Cela suppose également des sphères institutionnelles distinctes et raisonnablement bien organisées, à savoir les organisations de la société civile (OSC), le secteur des entreprises et l'État local lui-même. Ces sphères sont distinctes, mais profondément interdépendantes.
- La finalité des relations indique que les relations sont continuellement approfondies par le biais d'une action collaborative visant à atteindre des objectifs sociaux largement partagés et d'un engagement ferme sur les points de désaccord afin de trouver le moyen le plus efficace d'atteindre des objectifs plus élevés.

Justification Selon ONU-Habitat, la bonne gouvernance urbaine se caractérise par la durabilité, la décentralisation, l'équité, l'efficacité, la transparence, la responsabilité, l'engagement civique, la citoyenneté et la sécurité urbaine. Ces normes sont interdépendantes et se renforcent mutuellement.

Principaux indicateurs	Indicateur	Mesure de la performance
	<input type="checkbox"/> Recettes de la gouvernance locale	<input type="checkbox"/> Recettes totales des collectivités locales, toutes sources confondues, en dollars US par an, en capital et récurrentes. <input type="checkbox"/> Pourcentage des dépenses budgétisées par rapport au plan annuel.
	<input type="checkbox"/> Participation des citoyens	<input type="checkbox"/> Niveau de désignation démocratique des autorités locales et niveau d'engagement des citoyens dans la prise de décision publique.
	<input type="checkbox"/> Indépendance vis-à-vis du gouvernement supérieur	<input type="checkbox"/> Définition des circonstances dans lesquelles les gouvernements locaux peuvent prendre leurs propres décisions ou sont soumis à un gouvernement supérieur.
	<input type="checkbox"/> Conseillers élus et nommés	<input type="checkbox"/> Nombre de conseillers élus et nommés (femmes/hommes).
	<input type="checkbox"/> Représentation des minorités	<input type="checkbox"/> Définition des mécanismes de représentation de toute minorité substantielle.



- Accès à l'information** Une description des mécanismes mis en place pour mesurer la satisfaction des consommateurs et des citoyens à l'égard des services des collectivités locales.
- Décentralisation** Détails de toute enquête ou étude ayant réalisé une enquête comparative sur la perception de la qualité de vie dans la ville.

Questions Voici une série de questions pour guider l'évaluation de la gouvernance urbaine.

Non.		Question	Notes
2.1	<input type="checkbox"/>	Description du gouvernement municipal. Quelles sont les principales fonctions de l'administration municipale ? Décrivez les autres acteurs urbains clés de la ville.	
2.2	<input type="checkbox"/>	La municipalité a-t-elle le mandat de définir des règlements administratifs ? Si oui, cela a-t-il été fait et comment ? Si non, quelles sont les contraintes?	
2.3	<input type="checkbox"/>	L'administration municipale dispose-t-elle d'un document publié présentant une vision de la gestion de la ville ? Si c'est le cas, résumez ses principales caractéristiques, en indiquant si cela a été fait par le biais d'une approche de planification participative ou non.	
2.4	<input type="checkbox"/>	Quel est le budget municipal estimé, récurrent et en capital ? Fournissez des informations pour l'année en cours et les trois dernières années.	
2.5	<input type="checkbox"/>	Quel a été le budget municipal réel au cours des trois dernières années ?	
2.6	<input type="checkbox"/>	La municipalité publie-t-elle, sur une base régulière, des budgets accessibles à ses citoyens ? Si oui, comment ? Si non,	



		quelles sont les contraintes qui empêchent la publication et l'accès ?	
2.7	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les principales sources locales de revenus municipaux ? (par exemple, les taux fonciers, les frais d'utilisation, les permis de construire, les licences et les frais commerciaux) Veuillez préciser les principales en pourcentage.	
2.8	<input type="checkbox"/>	L'administration municipale est-elle efficace dans la collecte des recettes ? Évaluez l'efficacité en termes de : Très efficace, Moyennement efficace ou Pas efficace. Expliquez la situation.	
2.9	<input type="checkbox"/>	Fournissez des informations sur le personnel de l'administration municipale, en indiquant les hommes et les femmes. (Nombre d'employés par département divisé par sexe ; pourcentage de femmes dans la direction des départements). Identifiez les tendances et les disparités.	
2.10	<input type="checkbox"/>	Quel est le plus grand défi concernant les ressources humaines locales : la qualification ou le nombre d'employés municipaux ? Le personnel est-il facile à trouver ?	
2.11	<input type="checkbox"/>	Quel était le pourcentage estimé de participation de la ville aux dernières élections municipales/générales (séparé par sexe) ?	
2.12	<input type="checkbox"/>	Quel est le mécanisme permettant d'élire/nommer/sélectionner le maire de la ville ?	
2.13	<input type="checkbox"/>	Décrivez comment les conseillers sont élus/nommés/sélectionnés et par qui. Quel est le pourcentage de femmes conseillères au sein du gouvernement municipal ? Sont-elles élues ? Existe-t-il des mécanismes spécifiques, tels que l'action positive, pour assurer la représentation des femmes au sein du gouvernement municipal ?	
2.14	<input type="checkbox"/>	Indiquez les principaux comités du conseil et si/comment les questions de genre, de jeunesse et de minorités sont prises en charge ? Indiquez le pourcentage de femmes dans ces comités.	
2.15	<input type="checkbox"/>	La municipalité dispose-t-elle d'une unité ou d'un bureau chargé des questions de genre ou d'un responsable qui promeut l'autonomisation des femmes ? Comment les préoccupations de genre, en particulier celles des organisations locales de femmes, sont-elles prises en compte dans la planification et la budgétisation municipales ?	
2.16	<input type="checkbox"/>	Quelles institutions locales, publiques et privées, promeuvent activement les affaires et la participation des femmes dans la	

		ville ? Quelles sont leurs activités ? (par exemple, lobbying, mise en réseau et formation, analyse de genre, planification et budgétisation)	
2.17	<input type="checkbox"/>	Le gouvernement municipal implique-t-il la société civile dans la planification et la budgétisation participatives ?	
2.18	<input type="checkbox"/>	La municipalité lance-t-elle des appels d'offres et publie-t-elle la liste des personnes ayant obtenu un contrat ?	
2.19	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il un audit indépendant régulier des comptes municipaux dont les résultats sont largement diffusés ? Si oui, comment sont-ils diffusés ? Si non, quelles sont les contraintes qui rendent cela difficile ?	
2.20	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il une structure (par exemple, un médiateur) établie au sein de l'administration municipale pour répondre aux plaintes et aux allégations de corruption ? Si oui, comment est-il mis en place ? Si non, qu'est-ce qui l'entrave ?	

Sources Gouvernement local, audits financiers, ministères sectoriels concernés, partenaires PPP, organisations communautaires/ONG et groupes de la société civile.

RéférenceUN Habitat, Gouvernance urbaine participative : Practical Approaches, Regional Trends and UMP Experiences (<http://ww2.unhabitat.org/programmes/ump/documents/UMP25.pdf>).



3. Urbanisme et design

Définition La planification et la conception urbaines soutiennent les gouvernements et les villes avec des approches, des lignes directrices et des outils éprouvés pour la croissance urbaine et l'amélioration de la durabilité, de l'efficacité et de l'équité urbaines. Dans le contexte de la gouvernance à plusieurs niveaux, un accent particulier est mis sur la promotion des principes urbains clés, notamment : l'optimisation de la densité de population et de la densité économique dans les établissements urbains, l'utilisation mixte des sols, la diversité et une meilleure connectivité. Dans le cadre de cette approche, les questions d'inclusion sociale, telles que l'équilibre entre les sexes et l'inclusion des groupes vulnérables et défavorisés, seront abordées et, dans la mesure du possible, les traditions locales et régionales en matière de planification et de conception urbaines devront être respectées. Des efforts doivent également être consentis pour que la planification et la conception contribuent à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci.

Justification Actuellement, la croissance urbaine dans le monde se caractérise par un étalement urbain incontrôlé, qui entraîne une utilisation inefficace de l'espace et des ressources naturelles. L'interaction entre les humains et les possibilités d'innovation sont limitées par la faible densité et la ségrégation sociale. Mais, plutôt que d'être considérées comme une conséquence négative de la croissance démographique, les villes et les agglomérations peuvent offrir de réelles chances d'améliorer la qualité de vie de la société dans son ensemble, si elles sont organisées et planifiées correctement afin d'être plus efficaces dans l'utilisation des ressources avec un impact environnemental limité.

Principaux indicateurs	Indicateur	Mesures de la performance
	<input type="checkbox"/> Délai médian pour l'obtention d'un permis de construire	<input type="checkbox"/> Le temps nécessaire pour obtenir un permis de construire pour un lotissement typique.
	<input type="checkbox"/> Dépenses pour le développement	<input type="checkbox"/> Les dépenses totales de développement par an et par personne (moyenne sur trois ans).
	<input type="checkbox"/> Équilibrer les aspirations économiques et environnementales	<input type="checkbox"/> Coordonner la planification urbaine par le biais de plans régionaux et métropolitains. <input type="checkbox"/> Processus de planification urbaine portant sur : la protection des écosystèmes et de la biodiversité, la prévention des catastrophes naturelles (telles que les inondations ou l'érosion) et la fourniture de possibilités de loisirs.
	<input type="checkbox"/> Plan d'expansion et de densification	<input type="checkbox"/> Terrain disponible pour le développement. <input type="checkbox"/> Stratégies utilisées pour intégrer la densification.
	<input type="checkbox"/> Des espaces publics bien conçus	<input type="checkbox"/> Terrain alloué aux espaces publics.



- Un espace public et des infrastructures adéquats qui facilitent le transport non motorisé, en encourageant la marche, le vélo et d'autres formes de mobilité écologique.
- Fourniture de paysages de rues et de structures publiques favorables aux piétons.

Questions Voici une série de questions de recherche visant à guider le profileur urbain dans l'évaluation de l'état de la planification et de la conception urbaines.

Non.		Question	Notes
3.1	<input type="checkbox"/>	Quels types de plans de développement urbain la ville possède-t-elle ? (par exemple, le plan directeur, le plan de développement urbain, les plans de structure urbaine). Quand chacun de ces plans a-t-il été élaboré et pour combien de temps sont-ils valides ?	
3.2	<input type="checkbox"/>	La municipalité publie-t-elle ces documents de planification ? Si oui, comment sont-ils rendus publics ? Si non, quelles sont les contraintes qui empêchent la publication et l'accès ?	
3.3	<input type="checkbox"/>	Estimez quelle proportion de la superficie de la municipalité est planifiée / non planifiée. Expliquez pourquoi certaines zones ne sont pas planifiées. Montrez sur une carte les différentes zones qui sont planifiées ou non planifiées et les objectifs prévus.	
3.4	<input type="checkbox"/>	Les plans ont-ils été créés de manière participative, en incluant les différentes parties prenantes de la ville ? Veuillez décrire la méthodologie. Comment la participation des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires a-t-elle été assurée ? Si elle n'a pas été prise en compte, quelles contraintes ont entravé la participation des groupes minoritaires ?	
3.5	<input type="checkbox"/>	Quelles zones physiques clés pour le développement les plans ont-ils identifiées ? Combien de projets du plan de développement actuel/précédent sont mis en œuvre ? Décrivez les principaux projets/programmes de développement urbain de la ville.	
3.6	<input type="checkbox"/>	Y a-t-il des terrains réservés pour l'expansion de la ville ? Élaborez.	
3.7	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des terrains spécifiques réservés aux logements à faible revenu/à haute densité ? Dans l'affirmative, veuillez en préciser la taille, la localisation et la stratégie de mise en œuvre.	

3.8	<input type="checkbox"/>	Quel pourcentage du territoire est à usage mixte (par exemple, logements et commerces) ou à usage unique ? Quels sont les problèmes qui découlent de l'utilisation mixte actuelle des terres ?	
3.9	<input type="checkbox"/>	Qui sont les parties prenantes impliquées dans la planification et la conception urbaines ? Avec quelles parties prenantes le gouvernement de la municipalité collabore-t-il ?	
3.10	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il un comité de planification qui discute et décide des questions liées à l'urbanisme et au design ? Si oui, comment la représentation des différentes parties prenantes de la ville est-elle assurée ?	
3.11	<input type="checkbox"/>	Comment les projets et programmes sont-ils planifiés et mis en œuvre au niveau du quartier ? La communauté (par exemple, les comités de planification de quartier) est-elle impliquée ?	
3.12	<input type="checkbox"/>	Quel est le cadre national en place qui traite du contenu et de la répartition des fonctions dans la planification urbaine ? (par exemple, la politique urbaine nationale, les normes et directives de planification, le projet de loi sur l'aménagement du territoire).	
3.13	<input type="checkbox"/>	Dans ce cadre national, quelles sont les tâches d'urbanisme confiées à la municipalité ? La municipalité les remplit-elle ? Si non, quelles sont les contraintes ?	
3.14	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les tâches liées à la planification urbaine qui ne sont pas attribuées à la municipalité ? Quel impact cela a-t-il sur la planification urbaine de la collectivité locale ?	
3.15	<input type="checkbox"/>	Quel est le budget annuel du département responsable de la planification urbaine dans la ville ? Le département responsable de la planification et de la conception dispose-t-il d'un financement adéquat ? Si non, quelles sont les principales contraintes ? Quel effet cela a-t-il sur les performances du département ?	
3.16	<input type="checkbox"/>	Comment le secteur privé est-il impliqué dans la mise en œuvre des projets des plans de développement urbain ? Donnez quelques exemples.	
3.17	<input type="checkbox"/>	Le gouvernement local a-t-il soumis des propositions de financement au gouvernement central, à des ONG ou à des partenaires de développement internationaux ? Si oui, décrivez le type de projets et leur résultat.	

3.18	<input type="checkbox"/>	Qui est le principal bailleur de fonds pour la mise en œuvre des différents plans urbains ? Expliquez.	
3.19	<input type="checkbox"/>	Comment les plans équilibrent-ils les besoins économiques, sociaux et environnementaux de la ville ? Existe-t-il des plans axés sur l'environnement de la ville, tels que la biodiversité, les parcs, la pollution, etc.	
3.20	<input type="checkbox"/>	La ville dispose-t-elle d'espaces publics ? Montrez sur une carte les espaces publics de la ville. Quelle est leur destination ? Décrivez-les.	

Sources Gouvernement municipal, comités de planification, ONG, comités communautaires, femmes, jeunes et groupes minoritaires.

Référence Service de l'urbanisme et du design de l'ONU Habitat (<http://unhabitat.org/expertise/2-urban-planning-and-design/>)

4. Économie urbaine

Définition L'économie urbaine couvre essentiellement quatre domaines de fond, à savoir : l'amélioration de la productivité et de l'emploi dans le secteur informel urbain ; le financement des services municipaux dans un environnement décentralisé ; l'impact des facteurs macroéconomiques sur le développement économique urbain ; et le développement et le renforcement des systèmes et institutions de financement du logement.

Justification Les villes sont les principales créatrices de richesse économique, générant en moyenne 75% du produit intérieur brut (PIB) d'un pays. La plupart des industries et des entreprises sont situées dans les zones urbaines ou à proximité immédiate de celles-ci, fournissant aux habitants des villes des emplois, formels ou informels, l'économie urbaine se nourrissant également de l'informalité. Dans le même temps, les villes doivent financer leurs développements urbains et investir dans les services et infrastructures de base. Gérer une ville est une entreprise coûteuse qui nécessite des investissements constants, surtout si elle veut rester compétitive au niveau régional, national et international. Les indicateurs et questions suivants ont été divisés en deux sous-sections, *4.a. Produit de la ville* et *4.b. Emploi urbain*, pour une rationalisation plus détaillée des concepts de l'économie urbaine.

4.a. Produit de la ville

Justification La productivité urbaine, mesurée par le produit de la ville, est un indicateur important qui fournit une mesure solide du niveau de développement économique de la ville *par rapport au* niveau national, et informe sur le niveau d'investissement, l'efficacité des entreprises publiques et privées et la création d'emplois productifs. Le produit de la ville est essentiellement le produit national brut (PNB) de la ville, une estimation de la production économique au niveau de la ville.

Principaux indicateurs du produit de la ville	Indicateurs	Mesures de la performance	Considérations
	<input type="checkbox"/> Produit de la ville	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Pourcentage de la contribution des produits de la ville par secteur (par exemple, industrie, agriculture, tourisme).<input type="checkbox"/> Pourcentage de la contribution du secteur informel au produit de la ville.<input type="checkbox"/> Pourcentage des dépenses des ménages au niveau de la ville (par exemple, alimentation, loyer, éducation, services, santé, épargne, divertissement, etc.)<input type="checkbox"/> Population de la ville sous le seuil de pauvreté.<input type="checkbox"/> Investissement de la ville par secteur.<input type="checkbox"/> Revenu mensuel moyen par ménage au niveau de la ville et ventilé par quartiles.	Il peut s'agir soit du revenu total ou de la valeur ajoutée (salaires plus excédent des entreprises plus impôts plus importations), soit de la demande finale totale (consommation plus investissement plus exportations).

- Investissement dans la ville**
 - Nombre de permis d'exploitation accordés par an.
 - Niveau de satisfaction des entreprises à l'égard de la ville et de la zone urbaine au sens large.
- Disponibilité du crédit pour les entreprises**
 - Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB).
 - Registre des entreprises privées (numéro).
 - Paiements d'impôts (nombre).
 - Taux d'imposition total (% des bénéfices commerciaux).

Questions Vous trouverez ci-dessous un tableau et une série de questions visant à faciliter l'évaluation du produit de la ville.

Données de base	Figure	Unité de mesure
Produit de la ville	[numéro/numéro]	USD/Monnaie locale
PIB par habitant (PPA)	[numéro/numéro]	USD/Monnaie locale
Indice de développement humain ajusté aux inégalités (IHD)	[numéro]	Coefficient
Coefficient de GINI	[numéro]	Coefficient
Pourcentage de la contribution du secteur informel au produit de la ville	[%]	% du produit de la ville

Non.		Question	Notes
4.1	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il une institution, un département ou une organisation produisant périodiquement des indicateurs économiques pour la ville ? Si oui, fournissez un profil de cette entité et des informations produites.	
4.2	<input type="checkbox"/>	Des études économiques de la ville sont-elles disponibles ? Quand la dernière étude économique de la ville a-t-elle été réalisée ? Qui a réalisé l'étude/les études ? Si aucune étude économique particulière n'est disponible, fournissez une liste de sources contenant des informations connexes.	
4.3	<input type="checkbox"/>	Décrivez les principales activités économiques de la ville (par exemple, l'industrie, la fabrication, le commerce, la transformation agricole, le secteur des services, la construction, etc.) Comment les principaux secteurs économiques présents dans la ville se situent-ils et interagissent-ils ? Quelles sont les ressources de base dont ils dépendent ? D'où proviennent ces ressources ?	

4.4	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il un plan économique pour la ville ? Qui l'élabore ? Donnez un résumé de ce plan.	
4.5	<input type="checkbox"/>	Décrivez le secteur économique informel de la ville (par exemple, la vente ambulante, le secteur des services, le secteur manufacturier local), sa contribution au produit local et son interaction avec l'économie formelle.	
4.6	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux avantages économiques de la ville ? Quelles sont les caractéristiques locales qui informent la capacité concurrentielle de la ville ?	
4.7	<input type="checkbox"/>	Quels sont les secteurs économiques de la ville qui ont une tendance à la croissance et ceux qui ont une tendance au déclin ? Dans quelle proportion contribuent-ils au produit de la ville ? Le marché du travail est-il en croissance ou en régression ? Quelles en sont les raisons ?	
4.8	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux potentiels économiques de la ville ? Ces potentiels sont-ils actuellement développés ?	
4.9	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux problèmes économiques auxquels la ville est actuellement confrontée ? (Pauvreté, chômage, dépendance vis-à-vis des importations, etc.) Expliquez comment ces problèmes économiques sont traités.	
4.10	<input type="checkbox"/>	Y a-t-il des institutions financières et de crédit formelles actives dans la ville qui se concentrent particulièrement sur le marché du logement ? Décrivez-les. À qui s'adressent-elles principalement ?	
4.11	<input type="checkbox"/>	Décrivez le rôle de l'autorité municipale dans le développement économique local de la ville (DEL ; par exemple, les mesures incitant les entreprises à s'y installer, comme la fourniture de terrains, les services urbains, l'octroi de licences, etc.) Décrivez les services municipaux spécifiques qui s'occupent de la planification économique.	
4.12	<input type="checkbox"/>	Comment le budget municipal est-il alloué ? La collecte des recettes est-elle effectuée au niveau du gouvernement local ? Quelles sont les principales sources et utilisations de ces recettes locales ? Fournissez des chiffres.	
4.13	<input type="checkbox"/>	Quel est le cadre réglementaire que les investissements dans la ville doivent respecter ? Qui le fournit ? Des	

		études d'impact environnemental et social sont-elles menées ?	
4.14	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des dispositions pour aider les entreprises en faillite ? Qui les fournit ? Quelles sont les normes d'admissibilité ?	
4.15	<input type="checkbox"/>	Décrivez les principales étapes administratives et juridiques à suivre pour acquérir un crédit en tant que société ou entreprise.	

4.b. Emploi urbain

Justification Les économies urbaines sont essentielles au processus de transformation et de développement économiques, car elles peuvent soutenir une économie diversifiée capable de générer des opportunités d'emplois urbains durables. De nombreux nouveaux emplois doivent être créés dans les villes.

La stimulation des possibilités d'emploi productif fait partie de l'objectif général du développement social. L'emploi doit générer un revenu suffisant pour atteindre un niveau de vie adéquat pour tous, hommes et femmes. Dans les pays industrialisés, le taux de chômage est la mesure la plus connue du marché du travail et l'indicateur économique le plus familier pour exprimer la santé de l'économie et le succès de la politique économique du gouvernement. Le chômage est toutefois un concept formel qui n'est souvent pas applicable dans les pays en développement où le secteur informel est important. Selon la définition du Bureau international du travail, le taux de chômage est défini, mathématiquement, comme le quotient résultant de la division du nombre total de chômeurs (pour un pays ou une ville) par la population active concernée, qui est elle-même la somme des employés et des chômeurs.

Principaux indicateurs de l'emploi urbain	Indicateurs	Mesures de la performance	*Notes
	<input type="checkbox"/> Emploi par statut et par secteur	<input type="checkbox"/> Rapport emploi/population, total 15+ (%) et jeunes (15-24), par sexe. <input type="checkbox"/> Pourcentage de résidents urbains actifs, hommes et femmes, qui ont un emploi formel et dans quel secteur ou profession, trié par âge. <input type="checkbox"/> Pourcentage de la population active, hommes et femmes, faisant partie du secteur informel et dans quelle profession.	
	<input type="checkbox"/> Productivité du travail	<input type="checkbox"/> Taux de croissance de la productivité du travail.	La productivité du travail représente la quantité de production réalisée par unité de main-d'œuvre.
	<input type="checkbox"/> Niveau de pauvreté	<input type="checkbox"/> Taux de travailleurs pauvres. <input type="checkbox"/> Taux d'emploi vulnérable par sexe.	

- Revenu**
- PIB par personne employée.
- Chômage**
- Proportion moyenne de chômeurs (hommes et femmes) au cours de l'année, en fraction de la population active.
- Taux de chômage par groupes spécifiques, définis par âge, sexe.
- Pourcentage de chômeurs qui demandent des allocations et qui sont sans emploi depuis plus d'un an.

Les travailleurs pauvres sont définis comme des personnes employées vivant dans un ménage dont les membres vivent sous le seuil de pauvreté.

Les "chômeurs" comprennent toutes les personnes au-dessus d'un âge donné qui, pendant la période de référence, sont : sans travail ; actuellement disponibles pour travailler ; à la recherche d'un travail.

Questions Vous trouverez ci-dessous un tableau et une série de questions permettant d'évaluer la situation de l'emploi dans les villes.

Données de base	Figure		Unité de mesure
Proportion de résidents urbains actifs qui ont un emploi formel	[%]	[% de femmes; % d'hommes]	% de la population active totale ; % par sexe
Proportion de résidents urbains actifs qui ont un emploi informel	[%]	[% de femmes; % d'hommes]	% de la population active totale ; % par sexe
Taux de chômage de la ville	[%]	[% de femmes; % d'hommes]	% de la population active totale ; % par sexe
Revenu mensuel moyen par ménage au niveau de la ville	[numéro/numéro]		USD/Monnaie locale
Revenu mensuel moyen des ménages des bidonvilles de la ville	[numéro/numéro]		USD/Monnaie locale
Pourcentage des dépenses des ménages au niveau de la ville (par exemple, alimentation, loyer, éducation, services, santé, épargne, loisirs, etc.)	[%]		% du revenu mensuel total du ménage
% des dépenses des ménages des bidonvilles de la ville (par exemple, nourriture, loyer, éducation, services, santé, épargne, loisirs, etc.)	[%]		% du revenu mensuel total du ménage

Population urbaine sous le seuil de pauvreté	[%]	[% de femmes; % d'hommes]	% de la population totale de la ville ; % par sexe
La population des bidonvilles de la ville sous le seuil de pauvreté	[%]	[% de femmes; % d'hommes]	% de la population totale des bidonvilles de la ville ; % par sexe

No n.		Question	Notes
4.16	<input type="checkbox"/>	Quelle est la caractérisation de la main-d'œuvre par sexe, âge, niveau d'éducation et emploi formel/informel ?	
4.17	<input type="checkbox"/>	Quel est le niveau d'endettement des ménages dans la ville ? Décrire par différents niveaux de revenus.	
4.18	<input type="checkbox"/>	Quel est le sentiment général concernant la sécurité de l'emploi ? Développez.	
4.19	<input type="checkbox"/>	Y a-t-il eu récemment des licenciements massifs de travailleurs ? Sont-ils prévus pour l'avenir ? Quelles en sont les raisons ?	
4.20	<input type="checkbox"/>	Y a-t-il des syndicats actifs dans la ville ?	
4.21	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des dispositions légales protégeant les droits des travailleurs du secteur informel ? Ont-ils une quelconque reconnaissance juridique?	
4.22	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des institutions/organisations qui défendent les droits des travailleurs informels ? Décrivez-les.	
4.23	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les stratégies d'adaptation courantes des personnes sans emploi dans la ville ?	
4.24	<input type="checkbox"/>	Quel type d'assistance est disponible pour les chômeurs ? (par exemple, emploi alternatif, compensation financière, subventions de secours, etc.) Qui s'en charge? Quelles sont les normes d'admissibilité?	
4.25	<input type="checkbox"/>	Caractériser la population de la ville vivant sous le seuil de pauvreté ; description générale des conditions économiques des pauvres de la ville. Décrire leurs contraintes pour obtenir un emploi (par exemple, les contraintes administratives, juridiques, de transport, d'éducation) et leur niveau de vulnérabilité économique.	
4.26	<input type="checkbox"/>	Quelles mesures ont été prises pour alléger les contraintes économiques des pauvres en milieu urbain ?	
4.27	<input type="checkbox"/>	Donnez une description générale des conditions économiques des femmes dans la ville, en particulier des femmes pauvres, de leurs contraintes pour obtenir un emploi, des incidences de	

		la discrimination salariale et du niveau de vulnérabilité économique. Existe-t-il des contraintes supplémentaires pour les femmes qui se reflètent sur le plan économique, telles que les traditions, les coutumes ?	
4.28	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des politiques urbaines/des arrêtés municipaux/des règles et règlements (par exemple, le zonage) qui favorisent les activités professionnelles des femmes, notamment dans le secteur informel ? Quelles mesures ont été prises pour alléger les contraintes de travail des femmes ?	
4.29	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des institutions de microcrédit opérant dans les zones à faibles revenus / bidonvilles ? Accordent-ils un accès égal au crédit aux femmes et aux hommes ? Comment ? A quoi servent les crédits ? (amélioration de l'habitat, accès aux services, lancement/soutien d'activités économiques)	
4.30	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des institutions/associations d'épargne parmi les habitants pauvres des villes ? Comment ces institutions fonctionnent-elles ? Quelle est l'importance des groupes d'épargne communautaires ? Comment ces groupes fonctionnent-ils ? Quels sont leurs principaux objectifs économiques ?	
4.31	<input type="checkbox"/>	L'autorité municipale favorise-t-elle l'égalité d'accès aux emplois municipaux pour les femmes et les hommes, ainsi que pour les personnes handicapées ? Comment?	
4.32	<input type="checkbox"/>	L'autorité municipale favorise-t-elle l'égalité des droits entre les entreprises relevant de son autorité ? Comment ? Les investissements privés favorisent-ils l'égalité d'accès aux emplois pour les femmes et les hommes ? Comment?	
4.33	<input type="checkbox"/>	Décrivez le rôle de la municipalité dans l'offre d'emplois à la population. Fournissez des chiffres sur sa participation au marché du travail. Existe-t-il une réglementation locale du travail ? Décrivez les services municipaux spécifiques qui s'occupent des questions de travail.	
4.34	<input type="checkbox"/>	Décrivez le rôle de la municipalité dans l'offre d'emplois à la population. Fournissez des chiffres sur sa participation au marché du travail. Existe-t-il une réglementation locale du travail ? Décrivez les services municipaux spécifiques qui s'occupent des questions de travail.	
4.35	<input type="checkbox"/>	Quel est le cadre réglementaire que les investissements dans la ville doivent respecter en matière de réglementation du travail?	

4.36	<input type="checkbox"/>	Décrivez comment les règlements municipaux favorisent ou entravent les activités communautaires génératrices de revenus (par exemple, l'agriculture urbaine).	
4.37	<input type="checkbox"/>	Décrivez les contraintes auxquelles les pauvres sont confrontés pour accéder au crédit (par exemple, le manque de garanties).	

Sources Autorité municipale, Chambres de commerce/industrie, Fonds social, Syndicats, Académie/ONG, OCB

Référence au thème urbain " Économie " de l'**ONU-Habitat** (<http://unhabitat.org/urban-themes-2/economy/>)

5. Droits fonciers et droits de propriété

Définition **Accès à la terre** : Possibilités d'utilisation et d'occupation temporaires ou permanentes des terres à des fins d'abri, d'activité productive ou de loisirs et de repos. L'accès à la terre est obtenu par l'occupation directe, l'échange (achat ou location), par l'appartenance à des groupes familiaux ou de parenté, ou par l'attribution par le gouvernement, d'autres propriétaires fonciers ou des autorités de gestion.

Droits fonciers : Droits socialement ou légalement reconnus d'accéder, d'utiliser et de contrôler des zones de terre et des ressources naturelles connexes.

Droits de propriété : Intérêts reconnus sur des terres ou des biens, dévolus à un individu ou à un groupe, et pouvant s'appliquer séparément aux terres ou aux aménagements qui s'y trouvent. Les droits peuvent s'appliquer séparément à la terre et aux biens qui s'y trouvent (par exemple, des maisons, des appartements ou des bureaux). Un intérêt reconnu peut inclure des pratiques sociales coutumières, statutaires ou informelles qui jouissent d'une légitimité sociale à un moment et un endroit donné.

Justification La sécurité des droits fonciers et de propriété est essentielle pour réduire la pauvreté et renforcer le développement économique, l'égalité des sexes et la stabilité sociale. Lorsque la terre est mal gérée, les problèmes entraînent souvent des litiges, la dégradation des terres et la perte d'opportunités économiques et de développement. Cependant, la sécurité foncière et les droits de propriété peuvent être assurés sous diverses formes, ce qui constitue une étape essentielle vers l'amélioration durable des bidonvilles.

Principaux indicateurs	Indicateur	Mesures de la performance
	<input type="checkbox"/> Disponibilité, abordabilité et accessibilité des terrains	<input type="checkbox"/> Terrain disponible pour le développement. <input type="checkbox"/> Coût des terrains dans la ville. <input type="checkbox"/> Quantité de terrains vacants avec permis de construire. <input type="checkbox"/> Quantité de terrains vacants détenus par le secteur public. <input type="checkbox"/> Niveau de la contribution des promoteurs. <input type="checkbox"/> Proportion d'espaces publics ouverts par rapport à la surface bâtie, par an.
	<input type="checkbox"/> Acquisition de terrains	<input type="checkbox"/> Délai d'obtention du permis de construire.
	<input type="checkbox"/> Transparence de l'information	<input type="checkbox"/> Le degré d'accès aux informations sur la ville. <input type="checkbox"/> Réunions publiques.
	<input type="checkbox"/> Politiques et légalité	<input type="checkbox"/> Politiques et réglementations foncières.

Questions Voici une série de questions de recherche visant à guider le profileur de recherche dans l'évaluation de l'état des droits fonciers et de propriété.

Non.		Question	Notes
5.1	<input type="checkbox"/>	Décrivez les registres fonciers utilisés par la ville (registre foncier, cadastre, les deux, etc.). Le registre foncier et/ou le cadastre sont-ils à jour ?	
5.2	<input type="checkbox"/>	Quand la dernière enquête foncière a-t-elle été réalisée ? Qui l'a réalisée ?	
5.3	<input type="checkbox"/>	Le pays dispose-t-il d'une politique foncière ? Veuillez énumérer les éléments importants de cette politique et les règlements connexes.	
5.4	<input type="checkbox"/>	Quel est le cadre de gouvernance foncière de la ville ? Quelles sont les sources de légitimité : dispositions constitutionnelles, politique foncière nationale, loi(s) foncière(s), autres ? Est-il favorable aux pauvres ? Comment ? Développez.	
5.5	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les sources de financement utilisées pour mettre en œuvre les politiques et programmes relatifs aux terrains urbains ?	
5.6	<input type="checkbox"/>	Les registres fonciers sont-ils efficaces ? Quel est le temps moyen nécessaire pour enregistrer une terre/obtenir un titre ? Combien cela coûte-t-il ? Quel est le rapport entre ce coût et le revenu moyen d'un habitant de la ville ? Les utilisateurs doivent-ils payer d'autres frais pour les services fonciers ? (par exemple, transfert, évaluation) Sont-ils abordables, en particulier pour les pauvres ?	
5.7	<input type="checkbox"/>	Quel est le processus le plus courant par lequel les individus accèdent à la terre ? Existe-t-il des procédures claires pour transférer les droits fonciers ? Combien de temps faut-il pour libérer une parcelle de terrain en vue de son développement ?	
5.8	<input type="checkbox"/>	Indiquez la taille moyenne des parcelles résidentielles dans les différents quartiers de la ville, en distinguant clairement les zones de faible densité des bidonvilles.	
5.9	<input type="checkbox"/>	Comment les pratiques foncières informelles/illégales sont-elles gérées dans la ville ?	
5.10	<input type="checkbox"/>	Décrivez les contraintes auxquelles les pauvres sont confrontés pour obtenir des droits fonciers (<i>par exemple, les contraintes administratives, juridiques, les prix élevés, les normes de planification élevées</i>).	

5.11	<input type="checkbox"/>	La gestion des terres est-elle transparente et équitable ? Dispose-t-elle de garanties adéquates contre la corruption, la spéculation et la recherche de rentes ? La corruption liée à la terre a-t-elle diminué / augmenté par rapport aux années précédentes ? Pourquoi et comment ?	
5.12	<input type="checkbox"/>	Quel est le pourcentage de terres qui appartiennent à des femmes ou qui sont la propriété conjointe d'un couple, les deux parties ayant des droits égaux sur ces terres ?	
5.13	<input type="checkbox"/>	Quel est le pourcentage de femmes ayant des droits fonciers reconnus ? Une femme a-t-elle besoin du consentement, de la signature ou de toute autre autorisation d'un parent masculin pour exercer ses droits fonciers ? Existe-t-il une forme de copropriété/titres conjoints pour les époux ? Décrivez.	
5.14	<input type="checkbox"/>	Quels sont les types de litiges fonciers les plus courants ? Quels sont les systèmes disponibles pour la résolution des différends, y compris ceux qui découlent de différentes sources institutionnelles de légitimité/attribution des terres par différentes autorités ? Ces systèmes sont-ils efficaces ?	
5.15	<input type="checkbox"/>	La ville a-t-elle légalisé les terrains dans les quartiers informels ? Si non, quels sont les arguments en faveur du maintien des quartiers informels ? Si oui, comment cela a-t-il été/est-il fait ?	
5.16	<input type="checkbox"/>	Quel type d'instrument de gestion des terres le gouvernement utilise-t-il pour gérer et allouer des terres pour le développement ?	
5.17	<input type="checkbox"/>	Quel est le type de propriété foncière le plus courant dans les bidonvilles ? (privé, gouvernemental, communautaire, etc.). Qu'est-ce que cela implique concernant l'éventuelle légalisation de la propriété foncière dans les bidonvilles ?	
5.18	<input type="checkbox"/>	Les citoyens et la société civile sont-ils directement impliqués dans la gestion du territoire de la ville ? Comment ? Quelle est la valeur ajoutée ?	
5.19	<input type="checkbox"/>	Les réglementations et pratiques de la ville entrent-elles en conflit avec la législation et les politiques nationales en matière de droits fonciers pour les pauvres ? Si oui, comment ce conflit est-il résolu ? Donnez des exemples.	

5.20	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il un plan d'occupation des sols qui, par le biais de directives de zonage, favorise l'accès à la terre pour les pauvres en milieu urbain, de manière égale pour les hommes et les femmes? Décrivez l'accessibilité et le caractère abordable des marchés fonciers formels pour les pauvres et les femmes.	
5.21	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des marchés fonciers informels? Si oui, donnez une estimation du volume des transactions (en % du total des transactions foncières) et expliquez comment ils fonctionnent.	

Référence Document UN Habitat : Des droits fonciers sûrs pour tous
<https://www.responsibleagroinvestment.org/sites/responsibleagroinvestment.org/files/Secure%20land%20rights%20for%20all-UN%20HABITAT.pdf>)



6. Services urbains de base

Définition Les services urbains de base sont des systèmes d'infrastructure fondamentaux qui répondent aux besoins publics de base dans les zones urbaines. Ces services comprennent l'eau potable, l'assainissement, la gestion des déchets solides, les transports, les communications, l'énergie et la gestion de l'espace public.

L'accès aux services urbains de base est un droit de l'homme dans la mesure où il répond à l'obligation du pays/de la ville de garantir à tous les citoyens des conditions de vie de qualité.

Les services urbains de base que le profileur urbain étudiera et dont il donnera un aperçu du fonctionnement sont les suivants :

- 6.a. Accès à une eau améliorée
- 6.b. Accès à des installations sanitaires améliorées
- 6.c. Accès à l'électricité
- 6.d. Accès aux services de gestion des déchets solides
- 6.e. Accès aux services de transport

Justification La qualité et la fiabilité des services locaux sont considérées comme allant de soi dans les pays industrialisés, mais l'accès limité aux infrastructures de services ou leur mauvaise qualité dans les pays en développement peuvent constituer un obstacle majeur à la productivité des entreprises et une source importante de frustration pour les citoyens. Les ménages les plus pauvres des pays en développement ne peuvent généralement pas se permettre d'être raccordés à l'électricité, et ils n'ont accès qu'à des systèmes inadéquats d'approvisionnement en eau, d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets solides. En plus de nuire à leur qualité de vie, l'absence de services de base rend les communautés des bidonvilles particulièrement vulnérables aux maladies et aux épidémies.

6.a. Accès à une eau améliorée

Justification L'accès à l'eau potable est un besoin humain fondamental, que ce soit en milieu rural ou urbain. Pourtant, de nombreux habitants des villes des pays en développement n'ont pas accès à des sources d'eau potable fiables et abordables, ce qui entraîne d'importants problèmes de santé. Les pauvres des villes, déjà accablés par la pauvreté, sont particulièrement touchés par un accès inadéquat à l'eau.

Les profileurs urbains procéderont à une évaluation rapide de l'état de l'accès à l'eau au sein des populations urbaines des villes sélectionnées, par le biais d'une analyse de la littérature secondaire et d'entretiens avec les parties prenantes. L'objectif est d'identifier les différents moyens par lesquels les résidents urbains ont accès à l'eau, le pourcentage d'entre eux qui n'ont pas un accès adéquat à l'eau, les principaux fournisseurs de services d'eau et les facteurs déterminant l'état de la couverture des services d'eau.

Principaux indicateurs Il existe un certain nombre de mesures agrégées et désagrégées différentes qui peuvent être utilisées pour évaluer l'accès à l'eau potable au niveau de la ville. Les profileurs peuvent définir celles qui sont les plus appropriées.

	Indicateurs	Mesures	Repères
Amélioration de l'accès à l'eau	<input type="checkbox"/> Accessibilité de l'eau	<input type="checkbox"/> Population urbaine ayant accès à une source d'eau améliorée (%).	<p>Les chercheurs doivent discerner explicitement ce qu'est une " source d'eau améliorée ". En général, une " source améliorée " fournit de l'eau potable à un prix abordable, en quantité suffisante et accessible sans effort physique excessif et sans perte de temps.</p> <p><u>Sources d'eau améliorées</u> : raccordement à l'eau courante dans les locaux (situés à l'intérieur du logement, de la parcelle ou de la cour de l'utilisateur), robinets publics ou bornes-fontaines, puits tubulaires ou forages, puits creusés protégés, sources protégées et collecte des eaux de pluie.</p> <p><u>Sources d'eau non améliorées</u> : puits creusé non protégé, source non protégée, charrette avec réservoir/tambour/jerrycans, eau en bouteille, camion-citerne et eau de surface (rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal, canaux d'irrigation).</p>
	<input type="checkbox"/> Accessibilité de l'eau	<input type="checkbox"/> Prix médian par 1 000 litres en dollars US pour chaque source d'eau accessible à la population urbaine.	<p>Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la source d'eau doit se trouver à moins de 1 000 mètres du foyer et le temps de collecte ne doit pas dépasser 30 minutes.</p> <p>Les coûts des services d'eau et d'assainissement ne doivent pas dépasser 5 % du revenu d'un ménage, ce qui signifie que les services ne doivent pas affecter la capacité des personnes à acquérir d'autres biens et services essentiels, notamment la nourriture, le logement, les services de santé et l'éducation.</p>
	<input type="checkbox"/> La suffisance de l'eau	<input type="checkbox"/> Consommation moyenne d'eau par habitant pour l'usage domestique des ménages (lt.)	<p>Selon l'OMS, il faut entre 50 et 100 litres d'eau par personne et par jour pour que la plupart des besoins fondamentaux soient satisfaits et que peu de problèmes de santé se posent.</p> <p>L'eau nécessaire à l'usage personnel ou domestique doit être sûre, donc exempte de micro-organismes,</p>
	<input type="checkbox"/> Qualité de l'eau		

de substances chimiques et de risques radiologiques qui constituent un danger pour la santé.

Les mesures de la salubrité de l'eau de boisson sont généralement définies par des normes nationales et/ou locales. Les Directives de qualité pour l'eau de boisson de l'OMS constituent une base pour le développement ou l'amélioration de ces normes.

Questions Vous trouverez ci-dessous une série de questions de recherche visant à guider les profileurs urbains dans l'évaluation de l'état de la fourniture et de la couverture des services d'eau de la ville, ainsi que des facteurs qui l'influencent.

Non.		Question	Notes
6.1	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les principales sources d'accès à l'eau pour la population urbaine, qu'elle vive dans des établissements formels ou informels ?	
6.2	<input type="checkbox"/>	Quel pourcentage de la population urbaine a/n'a pas accès à des sources d'eau améliorées ? Fournissez un graphique/tableau et un autre avec les pourcentages des types de sources d'eau améliorées.	
6.3	<input type="checkbox"/>	Quelle est la distance moyenne jusqu'à une source d'eau améliorée pour les différentes zones de revenus de votre ville ? Expliquez les variations et les causes des problèmes d'accès.	
6.4	<input type="checkbox"/>	Quel est le prix de l'eau par unité dans les zones pauvres et riches ? Fournissez un tableau. Expliquez la différence de prix.	
6.5	<input type="checkbox"/>	Comment le pourcentage de la population urbaine ayant accès à des sources d'eau améliorées a-t-il évolué depuis 2000 ? Comment ce changement a-t-il affecté différemment les hommes et les femmes ?	
6.6	<input type="checkbox"/>	Quels sont les besoins en eau par habitant des résidents de la ville et quel est le déficit ? Quelles sont les mesures générales nécessaires pour assurer l'accès à une eau saine et suffisante ? Que fait actuellement votre municipalité pour réduire ce déficit ? Existe-t-il un plan de développement des infrastructures pour la fourniture de services ?	
6.7	<input type="checkbox"/>	Quelle autorité est responsable du service de l'eau dans la ville ? Existe-t-il un organe de contrôle de la gouvernance de l'eau ?	
6.8	<input type="checkbox"/>	Quels acteurs (publics, semi-publics, privés ; formels et informels) sont impliqués dans la fourniture d'eau pour la consommation des ménages ? Décrivez les partenariats	

		publics/privés/communautaires existants concernant l'approvisionnement en eau. Qu'est-ce qui fonctionne bien ? Évaluez.	
6.9	<input type="checkbox"/>	Si la ville connaît une couverture inadéquate de l'approvisionnement en eau, quelles sont les contraintes auxquelles sont confrontés les fournisseurs de services d'eau existants pour étendre l'approvisionnement en eau ?	
6.10	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les politiques/lois/cadres existants concernant l'approvisionnement en eau ? Y a-t-il des politiques qui doivent être développées pour aborder la fourniture équitable de services ? Décrivez-les.	
6.11	<input type="checkbox"/>	Comment la prestation de services est-elle financée par le gouvernement local ? Veuillez décrire les sources et les investissements. Les fonds couvrent-ils tous les coûts ou existe-t-il un mécanisme de partage des coûts ?	
6.12	<input type="checkbox"/>	Quels sont les besoins particuliers des femmes/jeunes/minorités en matière d'eau potable ? Ont-ils été étudiés ? Sont-ils pris en compte dans les directives utilisées pour la fourniture d'eau potable ?	

Sources Données de recensement, études de sociétés de services publics, ONG/OBC, prestataires de services, instituts de recherche universitaires.

Référence Directives de qualité pour l'eau de boisson, quatrième édition, OMS (http://whqlibdoc.who.int/publications/2011/9789241548151_eng.pdf)

6.b. Accès à des installations sanitaires améliorées

Justification Le manque d'assainissement est un problème de santé publique majeur qui provoque des maladies et des décès. Des maladies hautement infectieuses, liées aux excréments, comme le choléra, touchent encore des communautés entières dans les pays en développement. La diarrhée, qui se propage facilement dans un environnement où l'hygiène et l'assainissement sont insuffisants, tue environ 2,2 millions de personnes chaque année, dont la plupart sont des enfants de moins de cinq ans. L'assainissement inadéquat, par son impact sur la santé et l'environnement, a des conséquences considérables sur le développement économique.

Également une question de santé publique, la fourniture de services de nettoyage est l'une des principales obligations statutaires d'une ville, notamment : la collecte des déchets, le nettoyage des égouts, le fauchage, la pulvérisation d'herbicides/le désherbage, le balayage des routes et le nettoyage des rivières, ruisseaux et canaux.

Principaux	indicateurs	Mesures de performance	Considérations
Indicateurs d'amélioration des services	<input type="checkbox"/> Disponibilité des services d'assainissement	<input type="checkbox"/> Du côté des utilisateurs, par exemple l'accès à des toilettes	<u>Installations sanitaires améliorées</u> , définies comme suit : utilisation d'une chasse d'eau/chasse d'eau vers un système d'égout canalisé, une fosse

d'assainissement

- Fourniture adéquate de services d'assainissement** améliorées et à un système d'égouts ou à des fosses septiques, etc.
- Le caractère abordable des services d'assainissement** septique ou une latrine à fosse ; latrine à fosse améliorée ventilée (VIP) ; latrine à fosse avec dalle ou toilette à compostage.

Questions Voici une série de questions de recherche pour aider à évaluer l'état de la fourniture et de la couverture des services d'assainissement et les facteurs contribuant aux conditions actuelles.

Non.		Question	Notes
6.13	<input type="checkbox"/>	Quelle proportion de la population/ménages de la ville a accès à un assainissement amélioré, c'est-à-dire à des installations qui séparent de manière hygiénique les excréments humains des contacts avec les humains, les animaux et les insectes ?	
6.14	<input type="checkbox"/>	Quelle proportion de la population/ménages de la ville est raccordée au réseau d'égouts ? Fournir une carte de la couverture du réseau d'égouts. Expliquez le niveau d'accès au réseau d'égouts dans la ville.	
6.15	<input type="checkbox"/>	Fournissez un tableau pour montrer le pourcentage des différents types de toilettes sanitaires utilisés dans la ville.	
6.16	<input type="checkbox"/>	La défécation en plein air est-elle présente dans la ville ? Si oui, quel est le pourcentage de la population de la ville qui y a recours ? Quelles mesures sont prises pour assurer la diminution de cette pratique ?	
6.17	<input type="checkbox"/>	L'accès à des installations sanitaires sûres s'est-il amélioré ou a-t-il diminué depuis 2000 ? Comment ce changement a-t-il affecté différemment les hommes et les femmes ?	
6.18	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il un plan de développement des infrastructures pour la fourniture de services ? (plans de structure, directives politiques) Quelles sont les étapes nécessaires pour réaliser l'accès à un assainissement adéquat ?	
6.19	<input type="checkbox"/>	Par qui les services d'assainissement sont-ils fournis ? Y a-t-il des difficultés à fournir des services d'assainissement dans la ville ?	
6.20	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des instruments juridiques pour réglementer les services d'assainissement des villes ?	
6.21	<input type="checkbox"/>	Le gouvernement municipal dispose-t-il d'une déclaration ou d'une charte publiée qui reconnaît le droit des citoyens à accéder à l'assainissement ?	



6.22	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les contraintes auxquelles les pauvres des villes sont confrontés pour accéder à l'assainissement ? Veuillez les décrire.	
6.23	<input type="checkbox"/>	Comment la fourniture de services d'assainissement est-elle financée par le gouvernement local ? Veuillez décrire les sources et les investissements. Les fonds couvrent-ils tous les coûts ou existe-t-il un mécanisme de partage des coûts ?	
6.24	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les dépenses moyennes des ménages en matière d'assainissement ? Quel est le rapport avec le revenu des ménages des différents quartiles ?	
6.25	<input type="checkbox"/>	Quels sont les besoins particuliers des femmes/jeunes/minorités en matière d'assainissement ? Ont-ils été étudiés ? Sont-ils pris en compte dans les directives utilisées pour la fourniture de services d'assainissement ?	

Sources Données de recensement, études de sociétés de services publics, ONG/OBC, prestataires de services, instituts de recherche universitaires.

6.c. Accès à l'électricité

Justification La qualité et la fiabilité des services locaux sont des facteurs importants pour la productivité des entreprises, et une source de frustration pour la population s'ils sont inadéquats ou inefficaces. Assurer le raccordement des ménages à des services comme l'électricité peut avoir un impact considérable sur la vie des habitants informels de la ville.

Principaux indicateurs de l'accès à l'électricité	Indicateurs	Mesures de la performance
	<input type="checkbox"/> Accessibilité de l'électricité	<input type="checkbox"/> Nombre total de ménages avec et sans accès à l'électricité dans la ville. <input type="checkbox"/> Croissance des raccordements résidentiels.
	<input type="checkbox"/> Abordabilité de l'électricité	<input type="checkbox"/> Consommation quotidienne d'électricité par habitant. <input type="checkbox"/> Fraction du revenu des ménages/de la consommation privée consacrée à l'électricité.

Questions Il s'agit d'une série de questions visant à guider les chercheurs dans l'évaluation de l'état de la fourniture et de la couverture de l'électricité dans les villes et des facteurs contribuant aux conditions actuelles.

Non.		Question	Notes
6.26	<input type="checkbox"/>	Indiquez le pourcentage de ménages disposant d'un raccordement à l'électricité. Montrez-le dans un tableau/graphique.	

6.27	<input type="checkbox"/>	Fournissez des données sur la demande et l'offre d'électricité dans la ville. Si l'offre est inférieure à la demande, décrivez cette pénurie d'électricité et ce qui est fait pour la réduire. Indiquez s'il y a régulièrement des coupures de courant dans la ville et si oui, quelles en sont les causes.	
6.28	<input type="checkbox"/>	Les branchements électriques illégaux sont-ils courants dans la ville ? Expliquez.	
6.29	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les différentes solutions technologiques de fourniture d'électricité utilisées dans la ville ?	
6.30	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il un plan de développement des infrastructures de la ville pour la fourniture d'électricité ? (plans de structure, directives politiques)	
6.31	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il une politique concernant la fourniture d'électricité ? Le gouvernement municipal dispose-t-il d'une déclaration ou d'une charte publiée qui reconnaît le droit des citoyens aux services de base ?	
6.32	<input type="checkbox"/>	Quelle est la dépense moyenne d'un ménage pour l'électricité ? Décrivez ce coût par rapport au revenu moyen des ménages de la ville.	
6.33	<input type="checkbox"/>	Y a-t-il des lacunes spécifiques en matière de capacités techniques qui empêchent la fourniture adéquate d'électricité ? Pourquoi?	
6.34	<input type="checkbox"/>	L'accès à l'électricité s'est-il amélioré ou réduit au cours des dix dernières années ? Comment ce changement a-t-il affecté différemment les hommes et les femmes ?	

Sources Données de recensement, études de sociétés de services publics, ONG/OBC, prestataires de services, instituts de recherche universitaires.

6.d. Accès aux services de gestion des déchets solides

Justification La collecte inadéquate et l'élimination non gérée des déchets présentent un certain nombre de défis pour la santé humaine et la productivité urbaine. Les déchets non collectés dégradent l'environnement urbain. Ils finissent souvent dans les égouts, provoquant des blocages qui entraînent des inondations et des conditions insalubres. La collecte régulière des déchets solides est un indicateur clair de l'efficacité d'une administration municipale.

Un bon système de gestion des déchets comprend un bon service de collecte, une chaîne de traitement et d'élimination des déchets et des taux élevés de réutilisation et de recyclage. Les étapes fondamentales sont les suivantes :

Collecte - enlèvement des déchets dans les zones résidentielles et commerciales.

Élimination - Suppression progressive et modernisation des décharges à ciel ouvert et contrôle de l'élimination des déchets.

Récupération des matériaux - Conception d'un système de gestion des déchets solides afin de maximiser les bénéfices tirés des déchets.

Principaux indicateurs pour les services de gestion des déchets solides	Indicateurs	Mesures de la performance
	<input type="checkbox"/> Coût d'exploitation	- Coût moyen par tonne (\$/Tonne).
	<input type="checkbox"/> Perception sociale	- % de personnes non satisfaites du système de gestion des déchets.
	<input type="checkbox"/> Manipulation	- % de matériaux récupérables collectés. - Total des déchets collectés par rapport aux déchets produits (%).
	<input type="checkbox"/> Qualité	- Évaluation du service du système de gestion des déchets.
	<input type="checkbox"/> Élimination	- Nombre de décharges municipales et évaluation de leurs capacités.
	<input type="checkbox"/> Ressources	- Couverture du service de collecte.
	<input type="checkbox"/> Participation sociale	- % de personnes participant à la gestion des déchets.
	<input type="checkbox"/> Autonomie	- Recettes du système.
	<input type="checkbox"/> Récupération et traitement	- % de déchets recyclables récupérés.

Questions Voici une série de questions destinées à aider les profilers urbains à évaluer l'état des services de gestion des déchets et leur couverture, ainsi que les facteurs contribuant à la situation actuelle des villes.

No n.		Question	Notes
6.35	<input type="checkbox"/>	Indiquez le pourcentage de ménages de la ville bénéficiant d'une collecte régulière (par exemple, hebdomadaire ou plus fréquente) des déchets. Combien cela coûte-t-il par ménage ? Quel est le rapport entre ce coût et le revenu des ménages de la ville.	
6.36	<input type="checkbox"/>	Qui s'occupe de la collecte et de l'élimination des déchets solides de la ville ? Y a-t-il des initiatives privées ou des ONG impliquées ? (Organismes municipaux, services publics et entrepreneurs privés)	
6.37	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les méthodes d'élimination choisies ? (déchets éliminés dans une décharge sanitaire ; incinérés et brûlés à ciel	

		ouvert ; éliminés dans une décharge à ciel ouvert ; recyclés ; autres)	
6.38	<input type="checkbox"/>	Où sont situés les sites de décharge ? Sont-ils sécurisés et gérés conformément aux normes environnementales nationales ?	
6.39	<input type="checkbox"/>	Des initiatives de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets sont-elles menées par le conseil municipal, des ONG ou d'autres organismes ?	
6.40	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il une politique concernant la fourniture de services d'élimination des déchets solides ? Le gouvernement municipal dispose-t-il d'une déclaration ou d'une charte publiée qui reconnaît le droit des citoyens à accéder à la gestion des déchets solides ?	
6.41	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il un plan de développement des infrastructures pour la fourniture de services d'élimination des déchets solides (plan de structure, directives politiques) ?	
6.42	<input type="checkbox"/>	L'accès à la gestion des déchets solides s'est-il amélioré ou a-t-il diminué depuis 2000 ? Comment ce changement a-t-il affecté différemment les hommes et les femmes ?	
6.43	<input type="checkbox"/>	Comment la fourniture de services de gestion des déchets est-elle financée par le gouvernement local ? Veuillez décrire les sources et les investissements. Les fonds couvrent-ils tous les coûts ou existe-t-il un mécanisme de partage des coûts ?	
6.44	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les contraintes auxquelles les pauvres sont confrontés pour accéder à la gestion des déchets solides ? Veuillez les décrire.	
6.45	<input type="checkbox"/>	Décrivez les partenariats publics/privés/communautaires existants concernant la fourniture de services de gestion des déchets solides. Qu'est-ce qui fonctionne bien ? Qu'est-ce qui ne fonctionne pas ? Évaluez.	

Sources Données de recensement, études de sociétés de services publics, ONG/OBC, prestataires de services, instituts de recherche universitaires.

6.e. Accès aux services de transport

Justification Les transports jouent un rôle déterminant dans l'économie urbaine et la qualité de vie dans les villes. Les transports doivent être aussi efficaces et abordables que possible pour assurer la circulation durable des marchandises et de toutes les personnes, en réduisant les incidences sur l'environnement.

Des systèmes de transport efficaces et respectueux de l'environnement sont fournis par des mesures permettant différents modes de déplacement, car les systèmes de transport doivent être équilibrés de manière adéquate pour les différents usages requis.

Principaux indicateurs d'accès aux services de transport	Indicateurs	Mesures de la performance
	<input type="checkbox"/> Accessibilité	<input type="checkbox"/> Proximité des destinations et facilités offertes par le système de transport pour les atteindre (y compris les transports publics et les transports non motorisés).
	<input type="checkbox"/> Mobilité	<input type="checkbox"/> La disponibilité de moyens de transport public tels que les bus ou les systèmes ferroviaires.
	<input type="checkbox"/> Abordabilité	<input type="checkbox"/> Coût du billet par rapport au revenu du ménage de la ville.
	<input type="checkbox"/> Sûreté et sécurité	<input type="checkbox"/> Exposition des passagers aux dangers dans les transports publics.
	<input type="checkbox"/> Participation du public	<input type="checkbox"/> Capacité des citoyens à influencer la planification et l'exploitation des transports publics.

Questions Vous trouverez ci-dessous une série de questions de recherche visant à évaluer l'état de l'offre et de la couverture des services de transport urbain et les facteurs à l'origine de cet état.

Non.		Question	Notes
6.46	<input type="checkbox"/>	Quels sont les moyens de transport les plus courants dans la ville ? Quel est le pourcentage d'utilisation de chacun d'eux ? (marche, minibus, taxi, voiture particulière, train, etc.) Expliquez pourquoi certains modes de transport sont préférés à d'autres.	
6.47	<input type="checkbox"/>	Quel est le coût des transports publics dans la ville et quel est le rapport entre ce coût et le revenu moyen des ménages de la ville.	
6.48	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il un système de transport public fourni/subventionné par l'autorité locale ? Si oui, comment ce service de transport est-il financé par la collectivité locale ? Décrivez les sources et les investissements. Les fonds couvrent-ils tous les coûts ou existe-t-il un mécanisme de partage des coûts ?	

6.49	<input type="checkbox"/>	Y a-t-il des lacunes spécifiques en matière de capacités techniques dans la ville qui empêchent la fourniture adéquate de services de transport ?	
6.50	<input type="checkbox"/>	Quelle est la récurrence des problèmes de sécurité pour les différents modes de transport ? (accidents de la route, car-jacking, etc.) Fournissez des données.	
6.51	<input type="checkbox"/>	Quels sont les besoins particuliers des femmes/jeunes/minorités en matière de transport ? Ont-ils été étudiés ? Sont-ils pris en compte dans les directives utilisées pour la fourniture de services de transport ? Si oui, comment ?	
6.52	<input type="checkbox"/>	L'administration municipale dispose-t-elle d'une déclaration ou d'une charte publiée qui reconnaît le droit des citoyens aux services de transport ?	
6.53	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les contraintes auxquelles les pauvres sont confrontés pour accéder aux services de transport ? Décrivez-les.	

Sources Données de recensement, études de sociétés de services publics, ONG/OBC, prestataires de services, instituts de recherche universitaires.

7. Logement

Définition Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies a dressé la liste des principaux aspects du droit à un logement adéquat, à savoir : la sécurité d'occupation ; la disponibilité des services, des matériaux, des installations et des infrastructures ; l'accessibilité financière ; l'habitabilité ; l'accessibilité ; l'emplacement ; l'adéquation culturelle.

Justification Le monde connaît une crise mondiale du logement : dans le monde, quelque 827,6 millions de personnes vivent dans des bidonvilles urbains ; d'ici 2020, on estime que la population mondiale des bidonvilles atteindra près d'un milliard de personnes ; plus de 50 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans des zones urbaines ; le manque d'eau potable et d'assainissement cause la perte de vie à plus de 1,8 million de jeunes enfants chaque année. Le logement doit donc devenir une priorité. Un logement adéquat est d'une importance vitale pour la santé des communautés et des économies du monde.

Principaux indicateurs du logement	Indicateur	Mesures de la performance	Considérations
	<input type="checkbox"/> Financement du logement	<input type="checkbox"/> Ratio hypothèque/crédit.	Un système de financement du logement développé est une condition préalable à un secteur du logement efficace, capable de répondre à la demande de nouveaux logements. Pourcentage de logements ayant un prêt hypothécaire. Un pourcentage faible ou en baisse (spécialement, zéro) implique qu'aucun système efficace de financement du logement n'est en place.
		<input type="checkbox"/> Des maisons avec des hypothèques.	
		<input type="checkbox"/> Prêts hypothécaires pour les femmes.	
	<input type="checkbox"/> Droit à un logement adéquat	<input type="checkbox"/> Logement autorisé.	% des prêts hypothécaires détenus par des femmes. Des proportions faibles ou en baisse signifient que les femmes ne parviennent pas à accéder au système financier.
		<input type="checkbox"/> Les expulsions.	
		<input type="checkbox"/> Type de logement.	
		<input type="checkbox"/> Type de tenure.	
		<input type="checkbox"/> Rapport entre le prix du logement et le revenu.	
	<input type="checkbox"/> Régularisation ou réinstallation des squatters	<input type="checkbox"/> Ratio loyer/revenu de la maison.	La loi interdit toute discrimination et garantit à toutes les personnes un accès et une protection égaux et effectifs au logement.
		<input type="checkbox"/> Surface de plancher par personne.	
	<input type="checkbox"/> Reconnaître les zones de	<input type="checkbox"/> Logements informels, squatters, et logements conformes.	

logement informel comme des parties légitimes de la ville Nombre de ménages régularisés ou réinstallés par an.
 Nombre de personnes sans abri.

Il s'agit des ménages régularisés ou réinstallés chaque année, divisés par le nombre total de ménages de squatters. Régularisé signifie que le titre de propriété est fourni aux résidents. La réinstallation signifie qu'ils sont transférés dans un logement formel.

Questions Voici une série de questions permettant d'évaluer l'état du logement dans la ville ou le pays.

Non.		Question	Notes
7.1	<input type="checkbox"/>	Quand la dernière enquête sur le logement a-t-elle été réalisée ? Qui a réalisé l'étude ? Quand la prochaine enquête sera-t-elle réalisée ?	
7.2	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des informations sur la prévalence et les conditions du logement informel ? Décrivez quand et comment ces recensements ont été entrepris ; les acteurs impliqués ; la fiabilité des données ; et si/comment l'information est utilisée par les autorités locales et nationales pour la planification et la prise de décision.	
7.3	<input type="checkbox"/>	Quelle est la taille moyenne des ménages au niveau de la ville ? Et dans les premier et troisième quartiles ? Y a-t-il des variations significatives entre les différents quartiers ? Comment la taille moyenne des ménages des bidonvilles et des zones informelles se compare-t-elle à celle des autres quartiers de la ville ? Existe-t-il d'autres spécificités pertinentes (par exemple, des familles multiples partageant la même maison dans des pièces différentes, etc.)	
7.4	<input type="checkbox"/>	Qui sont les principaux acteurs financiers du marché du logement (par exemple, les banques publiques et commerciales, les institutions financières non bancaires, les fournisseurs d'épargne contractuelle, les sociétés de construction, les institutions de microfinance, les groupes d'épargne des organisations communautaires, etc.)	
7.5	<input type="checkbox"/>	Une aide financière est-elle disponible pour l'achat, la construction ou la rénovation d'une maison ? Pour les hommes et les femmes ? Quels sont les critères et les conditions pour bénéficier d'une subvention ?	

7.6	<input type="checkbox"/>	Décrivez la force du marché hypothécaire ; Quelles sont les conditions hypothécaires en vigueur ? (par exemple, exigences en matière de dépôt ; taux d'intérêt ; périodes de remboursement ; assurance ; etc.) Quelle proportion de la population a accès à un tel prêt hypothécaire ?	
7.7	<input type="checkbox"/>	Décrivez les options de financement en faveur des pauvres pour le logement abordable (par exemple, les fonds pour les pauvres en milieu urbain, les groupes d'épargne communautaires, les groupes d'épargne de type "merry-go round", les petits prêts pour la construction progressive, etc.	
7.8	<input type="checkbox"/>	Les fonds de capital gérés par l'État (par exemple, les fonds de pension, les fonds de licenciement des travailleurs, etc.) sont-ils utilisés pour le développement du logement ? Si oui, quelle est leur ampleur, leur efficacité et atteignent-ils les ménages les plus pauvres ?	
7.9	<input type="checkbox"/>	Qui sont les principaux fournisseurs de logements (entités publiques, promoteurs privés/informels, "marchands de sommeil", etc.) et quelle proportion de l'offre totale de logements fournissent-ils chacun ?	
7.10	<input type="checkbox"/>	Quel est le déficit actuel de logements adéquats (arriéré) au niveau de la ville ? Quelle est la demande de logement prévue pour la (les) prochaine(s) décennie(s) ; combien d'unités seront nécessaires chaque année pour faire face à l'urbanisation continue ? Quel est le taux actuel de production de logements, formels et informels ?	
7.11	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux modes d'occupation des logements urbains et leurs proportions ? (par exemple, l'accession à la propriété, la location formelle, le logement des fonctionnaires, la location informelle, la location à bail, la propriété collective, la copropriété, etc.) Existe-t-il des différences importantes entre les modes d'occupation dans les différents quartiers de la ville, en particulier dans les bidonvilles et les zones informelles ?	
7.12	<input type="checkbox"/>	Quel est le coût moyen de construction d'une maison par m ² (terrain compris et non compris) dans chaque zone/quartier de la ville ? Quel pourcentage de la population pourrait se permettre une maison de base de deux chambres à coucher et de 40 m ² ?	
7.13	<input type="checkbox"/>	Quel est le rapport entre le prix du logement et le revenu du ménage pour (a) un logement formel et (b) un logement informel situé dans un bidonville/un quartier informel ?	

7.14	<input type="checkbox"/>	Y a-t-il des hommes et des femmes sans abri/des "dormeurs de rue" dans la ville ? Si oui, combien sont-ils et quelle est leur démographie ? (âge, groupe minoritaire, etc.) Quelles sont les raisons du sans-abrisme dans la ville ? Où résident-ils ? Le gouvernement local ou d'autres parties prenantes s'occupent-ils de ce problème ? Si oui, comment ?	
7.15	<input type="checkbox"/>	Décrivez la prévalence des ménages dirigés par des femmes (en % du total). Décrivez les défis spécifiques auxquels elles sont confrontées pour avoir un logement adéquat, en particulier les femmes vivant dans le secteur informel (par exemple, équilibrer les rôles multiples de mère, de soutien de famille, etc.)	
7.16	<input type="checkbox"/>	Quels sont les besoins particuliers (financiers, physiques, socioculturels, etc.) des femmes/jeunes/minorités en matière de logement ? Ces besoins ont-ils été étudiés ? Quand ? Par qui ?	
7.17	<input type="checkbox"/>	Décrire les conditions de logement, les besoins et les priorités des populations autochtones et des groupes socioculturels spécifiques ; quels sont les défis spécifiques à relever pour fournir un logement culturellement adéquat à ces personnes et groupes ; leurs besoins sont-ils reflétés/traités dans les politiques, stratégies, programmes ou projets ? Comment ?	
7.18	<input type="checkbox"/>	Résumez les principales institutions et organisations impliquées dans le secteur du logement et expliquez leurs rôles et leurs relations mutuelles (par exemple, ministères, autorités locales, secteur privé, ONG, organisations communautaires). Fournissez un organigramme/diagramme des relations.	
7.19	<input type="checkbox"/>	Quels organismes professionnels publics et privés surveillent et/ou réglementent le marché immobilier et le secteur du financement du logement ?	
7.20	<input type="checkbox"/>	Décrivez un ou plusieurs exemples réussis de partenariats public/privé/communautaire qui ont fourni et/ou géré des logements abordables. Quels sont les outils et les stratégies qui soutiennent ce succès ?	
7.21	<input type="checkbox"/>	Décrivez les politiques, les lois et les règlements les plus importants en matière de logement ; quand ont-ils été adoptés et y a-t-il eu des révisions importantes ? Existe-t-il une politique ou une stratégie explicite pour traiter les établissements informels et les bidonvilles ? Si oui, quand a-t-	

		elle été adoptée et quelles dispositions inclut-elle pour soutenir l'amélioration in situ ?	
7.22	<input type="checkbox"/>	Le droit universel à un logement adéquat est-il inclus/adapté dans la législation nationale/locale ? Quelles dispositions spécifiques sont incluses pour résister aux expulsions forcées ? Sont-elles appliquées ? Comment ?	
7.23	<input type="checkbox"/>	Identifier et expliquer les réglementations et les législations qui limitent l'accessibilité des logements pour les groupes à faibles revenus (par exemple, taille minimale des parcelles, normes irréalistes, interdiction des matériaux traditionnels comme la construction en terre, etc.) Décrire les réglementations et les législations qui améliorent l'accès (par exemple, l'établissement de zones d'amélioration avec des règlements spéciaux).	
7.24	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des politiques et des stratégies qui soutiennent les développements de logements à usage mixte et les villes compactes par le biais du remplissage et de l'extension ?	
7.25	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il une loi sur le contrôle des loyers qui régit la pratique du logement locatif ? Si oui/non, quels en sont les effets sur le marché du logement ?	
7.26	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des politiques ou des stratégies de partenariat public-privé (PPP) pour la fourniture de logements ? Quelle est leur efficacité dans la fourniture de logements abordables ? (par exemple, le nombre d'unités construites par an) Où sont les blocages ?	

Sources Bureau de recensement, gouvernement municipal, autorité locale, département du logement, ONG/OBC, institutions académiques.

Référence Document de l'ONU Habitat "Le droit à un logement adéquat"
http://www.ohchr.org/Documents/Publications/FS21_rev_1_Housing_en.pdf

8. Installations sociales

Définition Les équipements sociaux comprennent les établissements d'enseignement et de santé, les bibliothèques, les établissements religieux, les centres sportifs, les parcs publics, etc.

Justification Les conditions de vie insalubres, le manque de planification et de préparation, la juxtaposition de fonctions résidentielles et industrielles et un environnement antihumain sont les causes de la mauvaise santé des villes. Souvent, les zones urbaines pauvres bénéficient de moins d'équipements sociaux, et les citoyens pauvres sont les plus exposés aux risques environnementaux et aux maladies professionnelles, car ils sont les moins à même de les éviter et de s'en remettre, faute de revenus ou d'actifs (assurances, etc.) pour faire face aux maladies et aux blessures. Les ménages les plus pauvres perdent une proportion élevée de leur revenu total à cause de la maladie. La fourniture des équipements sociaux nécessaires est essentielle pour une vie urbaine harmonieuse et durable, en particulier pour les habitants des bidonvilles.

Principaux indicateurs des équipements sociaux	Indicateur	Mesures de la performance
	<input type="checkbox"/> Disponibilité des équipements sociaux	<input type="checkbox"/> Écoles, hôpitaux, bibliothèques, centres communautaires, parcs, terrains de jeux, sentiers pédestres et cyclables, installations sportives et stades, théâtres, installations religieuses.
	<input type="checkbox"/> Abordabilité des équipements sociaux	<input type="checkbox"/> Frais de scolarité, prix des visites à l'hôpital, frais d'entrée dans les établissements publics (bibliothèque, parcs, stade, théâtres et établissements religieux).
	<input type="checkbox"/> Accessibilité aux équipements sociaux	<input type="checkbox"/> Taux d'utilisation des équipements sociaux.
	<input type="checkbox"/> Soutien aux politiques et à la législation	

Questions Voici un groupe de questions destinées à guider l'évaluation des équipements sociaux de la ville.

Écoles

Non.		Question	Notes
8.1	<input type="checkbox"/>	Quel est le nombre d'écoles et d'établissements scolaires dans la ville ? Dans un tableau, énumérez les différents types d'écoles. Quel est le rapport entre le nombre d'écoles et la population de la ville ? Combien de nouveaux établissements scolaires ont été construits depuis 2000 ? Développez.	
8.2	<input type="checkbox"/>	Quelle est la répartition des écoles au sein de la ville ? Cartographiez leur répartition par rapport à la densité de population et aux zones de revenus.	

8.3	<input type="checkbox"/>	Quelles zones sont mal desservies par les écoles ? Décrivez les raisons et les impacts. Quelles sont les principales contraintes en matière de fourniture d'équipements éducatifs ?	
8.4	<input type="checkbox"/>	Quel est l'investissement par habitant du gouvernement central/local dans la fourniture d'écoles ? Décrivez les critères et les raisons du montant de l'investissement.	
8.5	<input type="checkbox"/>	La fourniture d'écoles relève-t-elle du gouvernement national ou du gouvernement local ? Quelles sont les politiques directrices ?	
8.6	<input type="checkbox"/>	Qui sont les principaux acteurs de la fourniture d'équipements scolaires dans la ville ? Donnez des détails sur les parties prenantes et les types d'écoles.	
8.7	<input type="checkbox"/>	Des politiques doivent-elles être élaborées pour assurer la fourniture équitable d'équipements scolaires ? Existe-t-il une politique en faveur des pauvres pour la fourniture d'écoles dans les zones urbaines ? Si oui/non, expliquez.	
8.8	<input type="checkbox"/>	Certaines installations éducatives sont-elles réservées à un sexe spécifique ? Si oui, lesquels ? Donnez une description et expliquez pourquoi.	
8.9	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les contraintes auxquelles les pauvres des villes sont confrontés pour accéder aux équipements éducatifs ? Expliquez.	
8.10	<input type="checkbox"/>	La communauté est-elle impliquée dans le processus de prise de décision concernant la mise en place/le fonctionnement des installations scolaires ? Donnez des exemples et des détails.	
8.11	<input type="checkbox"/>	Les installations éducatives existantes sont-elles bien entretenues et qui les entretient ? Présentez dans un tableau le budget annuel pour l'entretien des différentes installations. Si elles ne sont pas bien entretenues, quelles sont les causes de ce manque d'entretien ?	

Hôpitaux

Non.		Question	Notes
8.12	<input type="checkbox"/>	Quel est le nombre d'hôpitaux et d'établissements de santé dans la ville ? Fournissez un tableau avec les différents types d'établissements de santé. Quel est le rapport entre le nombre d'hôpitaux et la population de la	

		ville ? Combien de nouveaux établissements de santé ont été construits depuis 2000 ? Décrivez l'impact.	
8.13	<input type="checkbox"/>	Quelle est la répartition des hôpitaux/établissements de santé dans la ville ? Cartographiez-les par rapport à la densité de population et aux zones de revenus.	
8.14	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les zones mal desservies par les hôpitaux/établissements de santé ? Décrivez les raisons et les impacts. Quelles sont les principales contraintes en matière de fourniture d'équipements éducatifs ?	
8.15	<input type="checkbox"/>	Quel est l'investissement par habitant du gouvernement central/local dans la fourniture d'installations sanitaires ? Décrivez les critères et les raisons du montant de l'investissement.	
8.16	<input type="checkbox"/>	La fourniture d'hôpitaux relève-t-elle du gouvernement national ou local ? Quelles sont les politiques directrices ?	
8.17	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux acteurs qui fournissent des services de santé dans la ville ? Donnez des détails sur les parties prenantes et le type d'installations sanitaires.	
8.18	<input type="checkbox"/>	Y a-t-il des politiques qui doivent être développées pour aborder la question de la fourniture équitable d'installations sanitaires ? Existe-t-il une politique en faveur des pauvres pour la fourniture de services de santé dans les zones urbaines ? Décrivez-la brièvement.	
8.19	<input type="checkbox"/>	Certaines installations sanitaires sont-elles réservées à un sexe spécifique ? Si oui, lesquelles ? Donnez une description et expliquez pourquoi.	
8.20	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les contraintes auxquelles sont confrontés les pauvres des villes pour accéder aux hôpitaux et aux établissements de santé ? Décrivez-les.	
8.21	<input type="checkbox"/>	La communauté est-elle impliquée dans le processus de prise de décision concernant la création/le fonctionnement des établissements de santé ? Donnez des exemples et des détails.	
8.22	<input type="checkbox"/>	Les installations sanitaires existantes sont-elles bien entretenues et qui les entretient ? Montrez dans un tableau le budget annuel pour l'entretien des différentes installations. Si elles ne sont pas bien entretenues, quelles sont les causes de ce manque d'entretien ?	

Aménagements sociaux (par exemple, parcs, sentiers, centres communautaires, stades, etc.)

Non.		Question	Notes
8.23	<input type="checkbox"/>	Énumérez dans un tableau les différents types d'équipements sociaux de la ville. Quel est le rapport entre les différents équipements sociaux et la population de la ville ? Combien de nouveaux équipements sociaux ont été construits depuis 2000 ? Décrivez-en la cause et l'impact.	
8.24	<input type="checkbox"/>	Cartographier et expliquer la répartition des équipements sociaux dans la ville, en fonction de la densité de population et des zones de revenus.	
8.25	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les zones mal desservies par les équipements sociaux ? Décrivez les raisons et les impacts. Quelles sont les principales contraintes liées à la fourniture d'équipements sociaux ?	
8.26	<input type="checkbox"/>	Quel est l'investissement par habitant du gouvernement central/local dans la fourniture d'équipements sociaux ? Décrivez les critères et les raisons du montant de l'investissement.	
8.27	<input type="checkbox"/>	La fourniture d'équipements sociaux relève-t-elle du gouvernement national ou du gouvernement local ? Quelles sont les politiques directrices ?	
8.28	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux acteurs fournissant des équipements sociaux dans la ville ? Donnez des détails sur les acteurs et le type d'équipements sociaux.	
8.29	<input type="checkbox"/>	Des politiques doivent-elles être élaborées pour assurer la fourniture équitable d'équipements sociaux ? Existe-t-il une politique en faveur des pauvres pour la fourniture d'équipements sociaux dans les zones urbaines ? Décrire.	
8.30	<input type="checkbox"/>	Certaines des commodités sociales sont-elles réservées à un genre spécifique ? Si oui, lesquelles ? Donnez une description et expliquez pourquoi.	
8.31	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les contraintes auxquelles les pauvres sont confrontés pour accéder aux équipements sociaux ? Décrivez-les.	
8.32	<input type="checkbox"/>	La communauté est-elle impliquée dans le processus de prise de décision concernant la mise en place/le fonctionnement des équipements sociaux ? Donnez des exemples et des détails.	

8.33	<input type="checkbox"/>	Les équipements sociaux existants sont-ils bien entretenus et qui les entretient ? Présentez dans un tableau le budget annuel pour l'entretien des différents équipements. Si elles ne sont pas bien entretenues, quelles sont les causes de ce manque d'entretien ?	
------	--------------------------	--	--

Sources Ministères gouvernementaux, autorités locales, ONG/OBC.



9. Environnement et réduction des risques

Définition Les villes sont de plus en plus exposées à divers risques naturels et anthropiques, notamment les sécheresses, les inondations, les tremblements de terre, les tempêtes et les éruptions volcaniques. Le risque qu'un danger se transforme en catastrophe dépend du degré d'exposition de la population et de ses actifs physiques ou économiques. L'urbanisation, les migrations, la croissance démographique et le développement économique accroissent la concentration des personnes et des biens dans les zones à haut risque. Ce degré élevé de vulnérabilité des personnes et des infrastructures dans les villes explique pourquoi les risques naturels ont un impact social et économique plus important dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

Justification Les villes des pays en développement sont confrontées à un risque accru de catastrophes, et le potentiel de pertes économiques et humaines dues aux risques naturels est exacerbé par une expansion urbaine non planifiée et influencé par la qualité de la gestion urbaine. Même les catastrophes qui se produisent ailleurs peuvent difficilement toucher les zones urbaines, comme une sécheresse dans d'autres régions peut affecter les villes dépendantes des marchés alimentaires. Les pauvres des villes sont certainement les plus touchés. L'amélioration de la gestion et de la gouvernance urbaines est au cœur de la réduction des risques de catastrophes et de changement climatique et de la sécurisation des villes. Les villes peuvent mieux planifier et réagir si la localisation et la nature du risque sont connues, en intégrant l'évaluation et la gestion des risques dans le développement urbain.

Principaux indicateurs du changement climatique et de la gestion des risques	Indicateur	Mesures de la performance
<input type="checkbox"/>	Intégration du changement climatique dans la planification	<input type="checkbox"/> Représentation des stratégies de lutte contre le changement climatique dans les documents et processus de planification pertinents.
<input type="checkbox"/>	Budgétisation et finances	<input type="checkbox"/> Soutien financier à l'intégration du changement climatique et aux initiatives connexes
<input type="checkbox"/>	Connaissances/capacités institutionnelles	<input type="checkbox"/> Niveau de connaissance et de formation du personnel clé sur les questions de changement climatique et les processus d'intégration.
<input type="checkbox"/>	Participation	<input type="checkbox"/> Qualité de l'engagement des parties prenantes dans la prise de décision pour faire face au changement climatique
<input type="checkbox"/>	Sensibilisation des parties prenantes	<input type="checkbox"/> Sensibilisation aux questions, risques et réponses liés au changement climatique
<input type="checkbox"/>	Vulnérabilité/résilience aux catastrophes et aux impacts du changement climatique	<input type="checkbox"/> Nombre de personnes mieux à même de faire face au changement et à la variabilité climatiques

Questions Vous trouverez ci-dessous une série de questions visant à évaluer l'état de la gestion du climat et des risques.

Changement climatique

Non.		Question	Notes
9.1	<input type="checkbox"/>	Quelles institutions, publiques et privées, rassemblent et diffusent des informations sur le changement climatique au niveau de la ville ? Comment ces informations sont-elles diffusées et partagées avec d'autres ? (par exemple, médias imprimés et électroniques, bulletins d'information, publications)	
9.2	<input type="checkbox"/>	Indiquez les dernières enquêtes, rapports ou autres sur le changement climatique. Qui les a réalisés et quand ? Quelles sont leurs principales conclusions ?	
9.3	<input type="checkbox"/>	La municipalité dispose-t-elle d'une carte des zones susceptibles d'être touchées par le changement climatique ? Si oui, fournissez la carte.	
9.4	<input type="checkbox"/>	La ville a-t-elle subi des effets du changement climatique au cours des dernières décennies ? Si oui, quels sont-ils et quels effets ont-ils sur la population et la ville ?	
9.5	<input type="checkbox"/>	Prévoyez-vous un impact du changement climatique à l'avenir ? De quel type ? (positif et négatif) Avec quels effets sur les résidents et la gestion de la ville ? Quel est le niveau de préparation de la ville ?	
9.6	<input type="checkbox"/>	Comment la municipalité et les autres parties prenantes collaborent-elles pour atténuer le changement climatique et protéger l'environnement ?	
9.7	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les parties prenantes de la ville concernées par la gestion des risques ? Comment contribuent-ils à l'atténuation du changement climatique ?	
9.8	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux obstacles à la mise en œuvre des mesures d'atténuation du changement climatique ? (par exemple, le manque de sensibilisation, le coût trop élevé, la résistance du secteur privé, l'incapacité des partenaires, les normes trop élevées) Décrivez comment ces problèmes sont traités.	
9.9	<input type="checkbox"/>	Quelle part du budget municipal annuel est consacrée à l'adaptation au changement climatique et à la protection de l'environnement ? Quelles autres sources de financement existent pour cela ? Comment le conseil municipal mobilise-t-il les ressources (financières et non financières) pour soutenir l'adaptation au changement	

		climatique et la protection de l'environnement ? Quelles ressources ont été mobilisées auprès de sources extérieures ? (montant)	
--	--	--	--

Réduction des risques

Non.		Question	Notes
9.10	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les institutions, publiques et privées, qui rassemblent et diffusent des informations sur la réduction des risques de catastrophe au niveau de la ville ? Comment ces informations sont-elles diffusées et partagées ? (par exemple, médias imprimés et électroniques, bulletins d'information, publications)	
9.11	<input type="checkbox"/>	Indiquez les dernières enquêtes, les derniers rapports ou autres sur la réduction des risques de catastrophes, leurs conclusions, qui les a préparés et quand.	
9.12	<input type="checkbox"/>	La municipalité dispose-t-elle d'une carte des zones exposées aux catastrophes ? (par exemple, les zones proches des lignes de faille, les zones sujettes aux incendies de forêt, les zones avec des dolines, les zones basses près de l'océan, etc.) Fournissez la carte.	
9.13	<input type="checkbox"/>	Estimez la population vivant dans des sites urbains précaires, comme : les plaines inondables, les pentes abruptes, les zones sismiques ou volcaniques, les couloirs de tempêtes/cyclones, les zones sujettes aux feux de brousse, les zones hautement polluées (ordures, sol, eau), les zones à haut risque à proximité (chemins de fer, aéroports, lignes de transmission d'énergie). Combien y a-t-il d'habitants de bidonvilles parmi eux ?	
9.14	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux risques de catastrophe environnementale auxquels la ville est confrontée ?	
9.15	<input type="checkbox"/>	Quelles catastrophes naturelles ont frappé la ville dans le passé, et quelles en ont été les causes ? Quel impact ces catastrophes ont-elles eu sur la ville ? (par exemple, décès de personnes, destruction de maisons ou d'infrastructures) Aurait-on pu faire quelque chose de différent pour réduire les pertes (avant, pendant et après les événements) ? Quelque chose a-t-il été fait pour réduire des impacts similaires à l'avenir ?	
9.16	<input type="checkbox"/>	Comment la municipalité et les autres acteurs apportent-ils leur aide en cas de catastrophe ? Expliquez	

		comment les différents acteurs ont participé à l'atténuation des effets des catastrophes passées.	
9.17	<input type="checkbox"/>	Les questions relatives aux catastrophes et à la protection de l'environnement sont-elles incluses dans les plans généraux de développement de la ville ?	
9.18	<input type="checkbox"/>	Comment les besoins des femmes, des jeunes et des autres groupes minoritaires sont-ils pris en compte dans les plans de catastrophe ? Décrivez.	
9.19	<input type="checkbox"/>	Quel est le rôle du gouvernement local dans la gestion des risques de catastrophes ? Un comité de gestion des risques de catastrophe est-il en place ?	
9.20	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il une réglementation ou une politique relative à la gestion et à l'atténuation des risques de catastrophes urbaines ? Si oui, quelles sont les responsabilités de la municipalité et la municipalité les suit-elle ?	
9.21	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux obstacles à la mise en œuvre de mesures de réduction des risques de catastrophes ? (par exemple, manque de sensibilisation, trop coûteux, résistance du secteur privé, incapacité des partenaires, normes trop élevées)	
9.22	<input type="checkbox"/>	Quelle part du budget municipal annuel est consacrée aux mesures de réduction des risques urbains ? Quelles autres sources de financement existent pour ces mesures ? Comment le conseil municipal mobilise-t-il les ressources (financières et non financières) pour soutenir la réduction des risques de catastrophe ? Quelles ressources ont été mobilisées auprès de sources extérieures ? (\$)	

Sources Municipalité, comités communautaires, associations professionnelles, ONG/OBC, secteur privé.

Référence Banque Mondiale. Évaluations des risques urbains : Comprendre les risques liés aux catastrophes et au climat dans les villes. (http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/07/13/000386194_20120713023320/Rendered/PDF/709820PUB0EPI0067926B09780821389621.pdf)

<http://www.preventionweb.net/english/professional/publications/v.php?id=31807>

10. Criminalité et sécurité

Définition Le problème de la criminalité et de la violence dans les villes est reconnu depuis longtemps comme un défi croissant et sérieux dans le monde entier. Les études sur ce phénomène ont porté sur les questions suivantes : distribution et incidence dans les différents pays et niveaux de développement ; distribution et incidence de l'impact de la criminalité et de la violence dans différentes catégories de personnes, notamment par sexe, race et âge ; localisation de la violence en fonction de la taille de la ville ; types de violence, auteurs et victimes ; coûts économiques et financiers de la violence ; et diverses théories de causalité - du modèle écologique de la violence aux cadres macroéconomiques et de développement plus larges, en passant par des explications plus psycho-culturelles.

Justification Des études mondiales montrent que 60 % de tous les résidents urbains des pays en développement ont été victimes de la criminalité au moins une fois au cours des cinq dernières années, dont 70 % en Amérique latine et en Afrique. L'urbanisation, en particulier dans le monde en développement, s'est accompagnée d'une augmentation des niveaux de criminalité, de violence et d'anarchie. La violence croissante et le sentiment d'insécurité auxquels les citoyens sont confrontés quotidiennement constituent l'un des défis majeurs du monde.

Principaux indicateurs de la criminalité et de la sécurité	Indicateur	Mesures de la performance	*Notes
	<input type="checkbox"/> L'insécurité urbaine	<input type="checkbox"/> Nombre de crimes signalés pour 1 000 personnes : (a) meurtres, (b) crimes liés à la drogue, (c) vols. <input type="checkbox"/> Existence de zones considérées comme inaccessibles ou dangereuses pour la police.	Les Nations unies définissent la violence à l'égard des femmes comme "tout acte de violence fondé sur le sexe qui entraîne ou risque d'entraîner pour les femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou mentales, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée".
	<input type="checkbox"/> La criminalité urbaine	<input type="checkbox"/> Existence d'une politique de contrôle des armes. <input type="checkbox"/> Existence de programme(s) d'assistance aux victimes de violence.	
	<input type="checkbox"/> Violence à l'égard des femmes	<input type="checkbox"/> Existence d'une politique officielle contre la violence domestique. <input type="checkbox"/> Nombre déclaré de violences physiques et/ou sexuelles à l'encontre des femmes.	

Questions Voici une série de questions de recherche visant à évaluer l'état de la criminalité et de la sécurité dans la ville.

Non.		Question	Notes
10.1	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux problèmes de sûreté/sécurité auxquels la ville est confrontée ? Présentez dans un	

		tableau les différents types de criminalité. Décrivez les causes et les mesures prises par les autorités locales pour y remédier.	
10.2	<input type="checkbox"/>	Quels types de crimes sont les plus courants ? (par exemple, vol, agression, viol, vol de voiture, etc.) Expliquez.	
10.3	<input type="checkbox"/>	Quelles zones de la ville sont considérées comme les plus dangereuses ? (par exemple, le centre-ville, les bidonvilles ou les quartiers informels, etc.) Qu'est-ce qui les rend plus dangereux ? Que fait le gouvernement local pour les sécuriser ?	
10.4	<input type="checkbox"/>	Les éléments de planification spatiale/urbaine sont-ils pris en compte dans la prestation/la fourniture de la sécurité urbaine ? Si oui, comment ?	
10.5	<input type="checkbox"/>	Les questions de sûreté/sécurité sont-elles prises en compte dans la modernisation des établissements informels/bidonvilles ? Si oui, expliquez comment.	
10.6	<input type="checkbox"/>	Quels sont les " groupes à risque ", les plus touchés/visés par la criminalité/violence ? (femmes, jeunes, personnes âgées, immigrés, pauvres) Quelles sont les mesures prises par le gouvernement local pour réduire ces risques ?	
10.7	<input type="checkbox"/>	Le gouvernement local ou d'autres autorités disposent-ils d'une politique publiée pour protéger les femmes contre toutes les formes de violence ? Le gouvernement municipal ou d'autres autorités tiennent-ils des registres sur la violence à l'égard des femmes ? (par exemple, viol, agression, harcèlement, etc.)	
10.8	<input type="checkbox"/>	Expliquez quelles mesures, le cas échéant, le conseil municipal a prises pour éliminer la violence contre les femmes à la maison et en public ?	
10.9	<input type="checkbox"/>	Les besoins des groupes minoritaires, tels que les femmes et les jeunes, sont-ils pris en compte dans la fourniture de services de sécurité urbaine ? Si oui, comment ?	
10.10	<input type="checkbox"/>	À qui incombe la responsabilité d'assurer la sécurité des usagers et des habitants de la ville ? Qui assure réellement la sûreté/sécurité ? Sont-ils mandatés par la législation nationale/locale ? Si oui, laquelle/lesquelles ?	
10.11	<input type="checkbox"/>	Quel est le rôle de l'administration municipale dans la prestation/la fourniture de la sûreté/sécurité ?	

10.12	<input type="checkbox"/>	L'administration municipale ou une autre autorité publique (par exemple, la police) a-t-elle publié une politique ou une stratégie de prévention de la criminalité ? Si oui, résumez ses principales caractéristiques.	
10.13	<input type="checkbox"/>	À partir de quelles sources les ressources sont-elles mobilisées pour la prestation/la fourniture de la sécurité urbaine ? Quand et comment cela se fait-il ?	
10.14	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les contraintes auxquelles les pauvres sont confrontés pour accéder à un meilleur environnement de vie en matière de sûreté/sécurité ?	

Sources Autorité municipale, autorité de police/sécurité, ONG/OBC, secteur privé.

Référence Document d'ONU Habitat : Améliorer la sûreté et la sécurité urbaines
(file:///C:/Users/habint446/Downloads/2432_alt.pdf)

11. Culture et patrimoine

Définition Selon l'UNESCO, la définition de la culture est la suivante : "La culture doit être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs spirituels, matériels, intellectuels et affectifs d'une société ou d'un groupe social, et elle englobe, outre les arts et la littérature, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances". (UNESCO, 2001)

Le patrimoine est notre héritage du passé, ce avec quoi nous vivons aujourd'hui et ce que nous transmettons aux générations futures. Le terme *patrimoine* met l'accent sur la conservation et le transfert de génération en génération. (UNESCO)

Justification La culture et le patrimoine sont deux éléments essentiels de la création de villes durables. Ce sont des "atouts" de développement qui peuvent contribuer à mobiliser les communautés et à apprendre d'elles, à atténuer la pauvreté, à améliorer l'efficacité du développement, à contribuer à la croissance économique et à améliorer la qualité de vie.

11.a. Culture

Principaux indicateurs du patrimoine culturel et naturel

Indicateurs

- Éducation**
- Religion**
- Industrie du tourisme**
- Activités culturelles**

Mesures de la performance

- Pourcentage de la population aux différents niveaux d'éducation.
- Diversité des religions.
- Enregistrements d'affrontements ethniques/religieux.
- Chiffres du tourisme de la ville

Questions Suit une série de questions visant à évaluer l'état de la ville en matière culturelle.

Non.		Question	Notes
11.1	<input type="checkbox"/>	Dans un tableau, indiquez le pourcentage de la population de la ville à différents niveaux d'éducation. Comment ce pourcentage a-t-il évolué depuis 2000 ? Expliquez l'impact de l'éducation sur la culture de la société de la ville.	
11.2	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les principales religions dans la ville ? Quantifiez. Y a-t-il des aspects et des considérations religieuses qui façonnent la vie et la planification urbaines ?	
11.3	<input type="checkbox"/>	A quelle forme d'identité les habitants de la ville s'identifient-ils ? (par exemple, religion, tribu, race, nation, clan, etc.) Comment cela influe-t-il sur la culture et la vie quotidienne dans la ville ?	

11.4	<input type="checkbox"/>	Des affrontements ethniques/religieux ont-ils eu lieu dans la ville ? La ville a-t-elle fourni un espace pour la construction de la paix ?	
11.5	<input type="checkbox"/>	Comment la culture de la ville influe-t-elle sur les droits des femmes ? Décrivez. Que fait le gouvernement local pour renforcer l'autonomie des femmes de la ville ?	
11.6	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des politiques et des législations au niveau national/local qui garantissent la cohabitation de personnes de cultures différentes ? Décrivez.	
11.7	<input type="checkbox"/>	La culture des citoyens favorise-t-elle ou entrave-t-elle les efforts d'amélioration des bidonvilles ? Décrivez. L'architecture traditionnelle est-elle un élément caractéristique de la ville ? Est-elle encore importante pour fournir des solutions de logement aux habitants des villes ?	
11.8	<input type="checkbox"/>	Décrivez les principales contributions de la ville au pays en termes de culture (par exemple, l'histoire de la culture traditionnelle, le lieu de naissance d'artistes/écrivains/musiciens ou de mouvements culturels reconnus, l'activité culturelle actuelle, etc.) Évaluez le niveau de participation des habitants à la vie culturelle de la ville.	
11.9	<input type="checkbox"/>	L'industrie du tourisme est-elle un atout pour la ville ? De quelle manière contribue-t-elle à la vie urbaine ? Est-il durable ?	
11.10	<input type="checkbox"/>	Les événements culturels sont-ils abordables pour les citoyens pauvres ? Comment le conseil municipal s'assure-t-il que la culture touche également les citoyens démunis ?	
11.11	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des quartiers/quartiers de la ville particulièrement orientés vers l'accueil d'activités culturelles ? Les parcs de la ville sont-ils des lieux naturels pour les activités culturelles et les spectacles ? Fournissez des descriptions.	
11.12	<input type="checkbox"/>	Les festivals, spectacles et performances publics font-ils partie de la vie de la ville ? Contribuent-ils à l'identité de la ville et à la génération de revenus ? Les citoyens apprécient-ils ces événements ?	
11.13	<input type="checkbox"/>	Décrivez comment les universités participent à la vie culturelle de la ville. Décrivez leurs domaines d'intérêt. (par exemple, formation, recherche, soutien)	

11.14	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les structures gouvernementales qui participent aux affaires culturelles ? (par exemple, l'organisation d'activités culturelles, la gestion des musées/archives/bibliothèques publics, des théâtres et des centres culturels) Quels sont les bureaux officiels chargés de l'enregistrement des associations culturelles ? Quels sont les services qui s'occupent de l'autorisation des manifestations publiques ?	
-------	--------------------------	--	--

11.b. Patrimoine

Principaux indicateurs du patrimoine culturel et naturel	Indicateurs	Mesures de la performance
<input type="checkbox"/>	Réponses pour conserver les lieux du patrimoine naturel	<input type="checkbox"/> Structure politique et incitations pour le travail de conservation culturelle. <input type="checkbox"/> Financement des travaux de conservation du patrimoine naturel.
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Superficie et nombre de réserves de zones protégées. <input type="checkbox"/> Participation des populations autochtones à la gestion des terres traditionnelles.
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Formation interculturelle pour l'enregistrement et la gestion des sites. <input type="checkbox"/> Consultation de la communauté pour la planification et le financement de la conservation du patrimoine.
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Conservation et stockage adéquat des objets du patrimoine. <input type="checkbox"/> Politiques et principes sur les questions de propriété intellectuelle, de droits moraux et de commercialisation des connaissances.
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Consultation, identification du patrimoine, évaluation et consentement. <input type="checkbox"/> Possibilités d'emploi professionnel.
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Taux de participation des populations autochtones à la gestion du patrimoine professionnel. <input type="checkbox"/> Recours à des volontaires.
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Couverture médiatique des questions relatives au patrimoine. <input type="checkbox"/> Tourisme patrimonial.
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Participation de la communauté aux festivals du patrimoine/événements culturels.
<input type="checkbox"/>	Réponses pour conserver le patrimoine historique	
<input type="checkbox"/>	Réponses pour conserver le patrimoine autochtone	
<input type="checkbox"/>	Législation sur le patrimoine	
<input type="checkbox"/>	Réponses pour conserver les collections du patrimoine	
<input type="checkbox"/>	Expertise et compétences pour la gestion du patrimoine	
<input type="checkbox"/>	Sensibilisation de la communauté au patrimoine	

Questions La page suivante contient un tableau et une série de questions de recherche visant à guider le profileur urbain dans l'évaluation de l'état de la culture et du patrimoine dans la ville.

Données de base	Figure	Unité de mesure
Nombre de bâtiments patrimoniaux ou historiques dans la ville et ses environs.	[numéro]	Nombre total
Nombre d'églises, mosquées, sanctuaires et autres bâtiments et sites religieux concernés.	[numéro]	Nombre total pour chaque catégorie
Nombre d'équipements culturels : musées, bibliothèques, théâtres/amphithéâtres, cinémas et galeries d'art.	[numéro]	Nombre total pour chaque catégorie
Nombre d'associations culturelles enregistrées (fournir différentes catégories si nécessaire).	[numéro]	Nombre total pour chaque catégorie
% d'associations culturelles s'occupant de culture traditionnelle (par exemple, musique et danse traditionnelles, etc.).	[%]	% du nombre total d'associations culturelles
Nombre de festivals culturels qui ont lieu dans la ville (fournir différentes catégories si nécessaire).	[numéro]	Nombre total pour chaque catégorie
Nombre de centres culturels établis dans la ville.	[numéro]	Nombre total

Non.		Question	Notes
11.15	<input type="checkbox"/>	Y a-t-il des aspects forts de la vie traditionnelle présents dans la ville ? Quelles sont les principales caractéristiques de ce mode de vie traditionnel ? Comment influencent-ils la vie urbaine et la morphologie de la ville ? Cela a-t-il eu un effet particulier sur la vie des femmes et des jeunes ?	
11.16	<input type="checkbox"/>	Décrivez les principaux bâtiments et sites historiques situés dans la ville et ses environs immédiats. Le public est-il conscient de leur existence ? Contribuent-ils à l'identité de la ville ? Sont-ils des attractions touristiques générant des revenus pour la ville ?	
11.17	<input type="checkbox"/>	Décrivez les principaux sites du patrimoine naturel situés dans la ville et ses environs immédiats. Le public est-il conscient de leur existence ? Contribuent-ils à l'identité de la ville ? Sont-ils des attractions touristiques générant des revenus pour la ville ?	
11.18	<input type="checkbox"/>	Quels sont les scénarios futurs liés au développement des zones du patrimoine culturel/naturel de la ville ? Des citoyens vivent-ils dans ces zones ? Y a-t-il des conflits entre le patrimoine et les habitants ?	
11.19	<input type="checkbox"/>	Donnez une description générale de l'état de conservation des sites du patrimoine culturel/naturel de la ville. Incluez la proportion de sites précaires et une description des défis	

		(zones hautement polluées, en décomposition ou détruites, inondées, menacées par les développements urbains, etc.)	
11.20	<input type="checkbox"/>	Fournissez des exemples d'activités d'amélioration/de restauration/de conservation passées, prévues ou en cours dans les zones patrimoniales de la ville. Qui les a réalisées ? Qui les a financées/supportées ?	
11.21	<input type="checkbox"/>	Quels bureaux et départements gouvernementaux participent à l'amélioration/la conservation des zones et sites du patrimoine culturel/naturel ? Quel type de processus est utilisé pour déterminer les interventions prioritaires ? (par exemple, méthodes participatives) Qui participe ? (résidents, ONG, etc.)	
11.22	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les réglementations municipales et/ou nationales qui guident la gestion et le développement/conservation des zones et sites du patrimoine culturel/naturel ? Les réglementations au niveau de la ville entrent-elles en conflit de quelque manière que ce soit avec la législation ou les politiques nationales ? Si oui, donnez des exemples.	
11.23	<input type="checkbox"/>	Quel est le cadre juridique des questions liées à la propriété dans les zones et sites patrimoniaux ? Qui est propriétaire des terrains dans ces zones ?	
11.24	<input type="checkbox"/>	Décrivez le rôle de l'autorité municipale dans le développement des zones et sites patrimoniaux (par exemple, fourniture de terrains, de services, octroi de licences, etc.)	
11.25	<input type="checkbox"/>	Décrivez toute législation existante en matière de résolution des conflits pour servir de médiateur dans les conflits liés aux sites du patrimoine.	
11.26	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les principales sources de financement des activités culturelles et du développement/conservation des sites patrimoniaux ? Y a-t-il un budget alloué par le gouvernement central/local pour le développement/la conservation des sites historiques/naturels présents dans la ville ?	
11.27	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les activités économiques exercées dans les zones et sites patrimoniaux de la ville ? (tourisme, artisanat, services, transport, etc.)	

Sources Autorité municipale, ministère de la culture, musées, archives et bibliothèques, académies et instituts de recherche, opérateurs et associations culturelles, chambre de tourisme, ONG/OBC.



12. Bidonvilles et conditions de vie dans les bidonvilles

Définition ONU-Habitat définit un ménage de bidonville comme un groupe d'individus vivant sous le même toit dans une zone urbaine et ne disposant pas d'un ou plusieurs des éléments suivants :

- Logement durable de nature permanente qui protège contre les conditions climatiques extrêmes ;
- Un espace de vie suffisant, c'est-à-dire pas plus de trois personnes partageant une même pièce ;
- Accès facile à l'eau potable en quantité suffisante et à un prix abordable ;
- Accès à des installations sanitaires adéquates sous la forme de toilettes privées ou publiques partagées par un nombre raisonnable de personnes ;
- Une sécurité d'occupation qui empêche les expulsions forcées.

Justification Les bidonvilles sont des quartiers densément peuplés et délaissés des villes où les conditions de logement et de vie sont exceptionnellement mauvaises. Les bidonvilles sont dépourvus de services de base, d'accès à l'eau potable et d'assainissement, et de nombreuses personnes vivent souvent entassées dans de petits espaces. Les projections démographiques estimant que 60% de la population mondiale sera urbaine d'ici les années 2020, les conditions de vie dans les bidonvilles et les considérations de santé publique qui y sont associées sont susceptibles de préoccuper de plus en plus les gouvernements du monde entier.

Principaux indicateurs des bidonvilles et des conditions de vie dans les bidonvilles	Indicateur	Mesures de la performance	Considérations
	<input type="checkbox"/> Règlements planifiés	<input type="checkbox"/> Quantité de terrains réservés par les autorités de la ville pour un développement futur. <input type="checkbox"/> Plan stratégique pour les nouveaux développements. <input type="checkbox"/> Assurer le financement de la mise en œuvre. <input type="checkbox"/> Programmes de régularisation des établissements informels. <input type="checkbox"/> Les contraintes d'accessibilité financière des groupes à faibles revenus sont prises en compte dans les réglementations relatives à la construction et au lotissement des terrains. <input type="checkbox"/> Existence de normes et de standards spéciaux pour les groupes à faibles revenus.	<p>Les lieux suivants doivent être classés comme dangereux : (a) les logements installés dans des zones géologiquement dangereuses (zones de glissement de terrain/de tremblement de terre et d'inondation) ; (b) les logements installés sur des montagnes de déchets ; (c) les logements situés autour de zones de pollution industrielle élevée ; (d) les logements situés autour d'autres zones à haut risque, par exemple les chemins de fer, les aéroports, les lignes d'énergie.</p> <p>Une pièce est définie comme un espace dans une unité d'habitation ou d'autres locaux d'habitation clos par des murs allant du sol au plafond ou à la couverture du toit, ou à une</p>
	<input type="checkbox"/> Structures durables	<input type="checkbox"/> Pourcentage de ménages vivant dans une unité de logement considérée comme "durable".	

<input type="checkbox"/> Sécurité d'occupation	<input type="checkbox"/> La protection contre l'expulsion est incluse dans la Constitution et le droit national. <input type="checkbox"/> Étapes de l'expulsion : consultation, notification, enregistrement, compensation, relocalisation. <input type="checkbox"/> Aide juridique aux personnes expulsées. <input type="checkbox"/> Aide juridique aux expulsions liées à la famille.	<p>hauteur d'au moins 2 mètres, d'une superficie suffisante pour contenir un lit pour un adulte, (au moins 4 m²).</p> <p>Les types de pièces comprennent les chambres à coucher, les salles à manger, les salons, les studios, les greniers habitables, les chambres de service, les cuisines et autres espaces séparés destinés à l'habitation.</p>
<input type="checkbox"/> Surpeuplement	<input type="checkbox"/> % de ménages comptant plus de trois personnes par pièce.	<p>D'autres caractéristiques dangereuses sont : (a) logement soumis à une catastrophe plus d'une fois tous les cent ans (inondation, tremblement de terre, volcan, tempête, glissement de terrain ou avalanche) ; (b) logement insuffisamment protégé contre les cyclones ou les feux de brousse qui se produisent à cette fréquence.</p>
<input type="checkbox"/> Maisons dans des endroits dangereux	<input type="checkbox"/> % d'unités de logement construites sur des sites dangereux (pour 100 000 unités)	

Questions Le tableau et la série de questions suivants ont pour but de guider le chercheur dans l'évaluation de l'état des bidonvilles de la ville et des conditions de vie dans les bidonvilles.

Données de base	Figure	Unité de mesure
Chiffre total et pourcentage de la population de la ville vivant dans des bidonvilles. (*) (* : selon la définition de UN-Habitat)	[nombre ; %]	Total Nombre et % d'habitants
Superficie totale des établissements considérés comme des bidonvilles (*)	[numéro]	Hectares (Ha)
Densité moyenne de population dans les bidonvilles (*)	[numéro]	Personnes par Ha
Taille moyenne des ménages dans les bidonvilles (*)	[numéro]	Nombre de personnes/ménage
Nombre moyen de pièces par ménage dans les bidonvilles (*)	[numéro]	Nombre de pièces/ménage
Nombre de personnes/ménages expulsés des bidonvilles par les autorités locales/centrales au cours des deux dernières années.	[numéro]	Nombre total de personnes/ménages
Nombre de personnes/ménages expulsés des bidonvilles par des propriétaires privés au cours des deux dernières années.	[numéro]	Nombre total de personnes/ménages



Non.		Question	Notes
12.1	<input type="checkbox"/>	Donnez une carte qui montre les bidonvilles de la ville et les principaux éléments situés à proximité ou dans les bidonvilles.	
12.2	<input type="checkbox"/>	Quels sont les principaux problèmes de gestion foncière dans les bidonvilles ? (par exemple, propriété conflictuelle des parcelles, absence de démarcation physique claire des limites des parcelles, absence ou mauvaise tenue du registre de propriété foncière, absence de cartes et de plans, insécurité de l'occupation) Expliquez comment ces problèmes de gestion foncière sont traités ?	
12.3	<input type="checkbox"/>	Qui est le principal groupe d'habitants des bidonvilles ? (Par exemple, la main-d'œuvre à faible revenu, la classe moyenne en raison du manque de logements formels, les migrants, etc.) Expliquez ce qui pousse ces groupes à s'installer dans les bidonvilles.	
12.4	<input type="checkbox"/>	Les bidonvilles sont-ils principalement des établissements informels ou formellement planifiés ? (donnez les pourcentages des deux) Comment les bidonvilles sont-ils planifiés ? Si non, expliquez.	
12.5	<input type="checkbox"/>	Décrivez les liens économiques (par exemple, l'offre de main-d'œuvre, de biens et de services) existant entre les bidonvilles de la ville et d'autres zones de la ville (par exemple, les zones industrielles, les quartiers d'affaires centraux et d'autres zones offrant des possibilités d'emploi/de travail occasionnel).	
12.6	<input type="checkbox"/>	Les établissements de crédit locaux favorisent-ils l'égalité d'accès au crédit pour les femmes et les hommes dans les bidonvilles et, dans la négative, quelles en sont les raisons ? A quoi servent les crédits ? (construction, amélioration de l'habitat, accès aux services, activités économiques, alimentation)	
12.7	<input type="checkbox"/>	Énumérez les principales tâches des services municipaux chargés de la question des bidonvilles. Indiquez si elles sont exécutées ou non. Si ce n'est pas le cas, expliquez.	
12.8	<input type="checkbox"/>	L'autorité municipale a-t-elle évalué les priorités de développement urbain dans les bidonvilles ? (par exemple, services urbains, activités génératrices de revenus, etc.) Quel processus a été utilisé pour déterminer ces priorités ? (par exemple, méthodes participatives) Quels ont été les résultats de l'évaluation ?	

12.9	<input type="checkbox"/>	Décrivez le rôle du gouvernement local dans la fourniture de services dans les bidonvilles : eau, assainissement, électricité, gestion des déchets solides, etc.	
12.10	<input type="checkbox"/>	Décrivez comment le conseil municipal collabore avec d'autres partenaires/parties prenantes pour l'amélioration des bidonvilles (par exemple, les agences du gouvernement central, les ONG, les organisations communautaires, les organismes donateurs, le secteur privé et les médias). Ces collaborations ont-elles conduit à la mise en œuvre de programmes d'amélioration des bidonvilles ? Donnez une liste des résultats positifs de ces collaborations.	
12.11	<input type="checkbox"/>	Donnez des exemples d'activités d'amélioration passées, en cours ou prévues dans les bidonvilles, soutenues par le gouvernement local. Décrivez comment les activités d'amélioration des bidonvilles sont coordonnées.	
12.12	<input type="checkbox"/>	Décrivez comment les politiques d'aménagement du territoire du gouvernement local encouragent ou découragent l'amélioration des bidonvilles ?	
12.13	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il une législation qui protège les habitants des bidonvilles contre l'expulsion ? Si oui, décrivez si cette législation est effectivement appliquée ou non.	
12.14	<input type="checkbox"/>	Quels facteurs déterminent la perception de la sécurité ou de l'insécurité d'occupation dans les bidonvilles de la ville ? (par exemple, les documents juridiques, les lois empêchant l'expulsion) Quelles sont les mesures prises par le gouvernement local pour s'attaquer à ce problème ?	
12.15	<input type="checkbox"/>	L'autorité municipale expulse-t-elle les habitants des bidonvilles ? Si oui, décrivez les circonstances dans lesquelles elle les expulse ? (par exemple, défaut de paiement du loyer, expropriation de biens pour usage public, pour relogement, expulsions forcées).	
12.16	<input type="checkbox"/>	Des expulsions sont-elles actuellement prévues ? Des expulsions forcées ont-elles eu lieu au cours des cinq dernières années ? En cas d'expulsion, l'autorité municipale ou une autre autorité donne-t-elle un préavis aux personnes concernées ? Sous quelle forme ? (par exemple, verbalement ou par écrit)	
12.17	<input type="checkbox"/>	Les autorités proposent-elles aux personnes expulsées d'autres zones d'installation ou d'autres logements,	

		suffisamment longtemps avant l'expulsion ? Donnez des exemples et des données.	
12.18	<input type="checkbox"/>	Quels sont les recours juridiques et les aides dont disposent les personnes expulsées par les autorités municipales, d'autres autorités publiques ou des propriétaires privés ? (fourniture d'alternatives de logement, compensation financière)	
12.19	<input type="checkbox"/>	Décrivez les principales étapes administratives et juridiques qui doivent être suivies pour acquérir des droits sécurisés sur les terrains dans les bidonvilles ? Si possible, illustrez ces étapes sur un tableau, en indiquant approximativement le temps nécessaire à l'accomplissement de chaque étape.	
12.20	<input type="checkbox"/>	Décrivez les modalités d'occupation informelles que l'on trouve couramment dans les bidonvilles de la ville ? (par exemple, l'autorisation verbale ou écrite d'occuper un terrain ou de construire) Quels documents juridiques les habitants des bidonvilles possèdent-ils, le cas échéant ?	
12.21	<input type="checkbox"/>	Décrivez comment les réglementations municipales favorisent ou entravent les activités génératrices de revenus dans les bidonvilles ?	
12.22	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les principales sources de financement des initiatives d'amélioration des bidonvilles ?	
12.23	<input type="checkbox"/>	Le conseil municipal apporte-t-il une aide (financière et technique) aux ménages des bidonvilles dirigés par des femmes et à d'autres groupes vulnérables pour améliorer leurs logements ?	
12.24	<input type="checkbox"/>	Existe-t-il des politiques d'assainissement des bidonvilles, nationales ou locales ? Décrivez ces politiques et leur impact.	
12.25	<input type="checkbox"/>	Quelles sont les zones environnementales dangereuses dans les bidonvilles qui ont un impact sur les conditions de vie des habitants ? Décrivez-les.	

Sources Autorité municipale, ONG/OBC, institutions de recherche et universités, médias traditionnels et indépendants, tribunal des loyers.